N° 798 — 4 F
DU 12 OCT. AU 18 OCT. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

PCF : CONFIDENCES HIVERNALES

LARZAC : LES LABOURS DE LA COLÈRE

flash

INSOUMISSION : LES OTAGES

Elles se portent bien, merci pour elles. Martine Soulié, Isabelle Cabut, Leny Strada, Djamila Tahi — toutes quatre collaboratrices à **La Gueule ouverte** — ont terminé après quinze jours leur grève de la faim. Elles voulaient simplement alerter les journalistes sur la situation des insoumis, briser le silence de la grande presse. En fait de grande presse, ce vendredi, à leur conférence, il y avait surtout la « petite », la nôtre... Il y avait aussi Maxime Le Forestier, l'avocat Jean-Jacques de Felice, et quelques insoumis. Parmi ces derniers, Mandrin, de G.O., arrêté le 28 août et réformé récemment pour « motifs psychiatriques », ce qui devient courant. Photocopie du diagnostic, ça donne ceci : **« Troubles de comportement à type d'oppositionnisme systématique et de revendication chez une personnalité pathologique avec traits pervers, sensitifs et de déséquilibre... ».** Oh, Pliouchtch ! la société psychiatrisée semble parfois bien proche en cette ère de libéralisme avancé !

Jean-Jacques de Felice a souligné surtout le caractère totalement arbitraire des inculpations et des condamnations subies par quelques insoumis en ce beau pays. Un tiers, en effet, de jeunes Français ne sont pas aujourd'hui appelés sous les drapeaux : exemptés ou réformés pour mille et une raisons... L'armée moderne n'a pas besoin de grand monde et c'est, en fait, une armée de métier. Et puis, parmi ceux qui refusent la conscription, certains sont poursuivis et d'autres pas. Pourquoi ? Pour l'exemple. A titre d'otage.

Les sept tribunaux militaires (T.P.F.A.) siègent toutes les semaines pour la forme. Une circulaire ministérielle (en violation flagrante des Droits de l'Homme ratifiés par la France) fixe à deux ans le tribut à payer... Les chefs d'accusation : insoumission (maximum de la peine encourue : un mois) et refus d'obéissance. Ainsi, la justice militaire se permet de condamner quelqu'un deux fois pour un même délit.

Il faut savoir que les audiences sont publiques. Et que l'expérience prouve qu'un insoumis soutenu par des amis, un comité, risque beaucoup moins qu'un isolé. La présence de civils dans une salle de tribunal militaire donne des boutons aux magistrats galonnés, peu habitués à justifier leurs sentences... Alors, n'hésitez pas : vous êtes tout à fait en droit de téléphoner au T.P.F.A. le plus proche pour demander la date et l'heure des audiences, et d'y aller (avec votre carte d'identité...).

Les insoumis sont aujourd'hui au moins un millier en France, dans les prisons ou les hôpitaux militaires... Un millier de prisonniers politiques, ce n'est pas rien ! Certains font la grève de la faim jusqu'à épuisement de leurs forces, et dans l'indifférence générale. Tel Alfred Tondeur, depuis le 9 août, à Metz (mais il faudrait pouvoir les citer tous).

Décidément, il est plus facile d'intéresser la presse quand on fait gicler le sang que lorsqu'on refuse de porter une arme et d'apprendre à tuer.

R. L. ■

Après six mois, Philippe Giroud a déserté. Envoyé en Bretagne pour éponger la marée noire, il s'est rendu compte que l'armée était là surtout pour affirmer sa présence sur toute cette région... Ça a été le déclic. Réunion de soutien lundi 16, 46, rue de Vaugirard - 75006.

L'ARMEE MAITRE-CHANTEUR

Alain Haie, en juillet 1973, a contracté un engagement de cinq ans dans l'armée de terre, pour des raisons familiales. Il avait 18 ans. Au bout de trois ans et demi de vie militaire, le 1er février 1977, il a déserté. Il s'en explique dans une lettre ouverte. **L'armée n'a pas tenu les promesses faites en cas d'engagement : prime de 7 000 F jamais touchée, assurance d'une formation (elle n'a pas été donnée), grade de caporal-chef au bout de sept mois (il ne l'a eu qu'au bout de quinze).** La publicité du centre de documentation sur l'armée de la Roche-sur-Yon, qui avait attiré Alain

Haie, était donc mensongère. Il n'a pas pu, malgré une lettre de démission adressée au ministère de la défense, résilier son engagement.

Le 7 octobre dernier, Alain a décidé de sortir de la clandestinité à laquelle il est contraint depuis un an et demi, pour dénoncer l'armée comme maître chanteur.

A la Roche-sur-Yon, appuyé et protégé par 100 personnes et des organisations (MAN, PSU, CPAR et Ecole émancipée), il a dans un tract distribué sur le marché, annoncé sa volonté de vivre au grand jour.

Pour tout contact et soutien financier : Jean Coirier, 23, avenue du Bocage, La Roche-sur-Yon, 85000, C.C.P. 396 62 V à Nantes. ■

PC : PAS CONTRE

Le projet de Peyrefitte sur le régime de sûreté et les permissions de sortie des détenus a donc été voté. Avec, sinon la bénédiction, du moins la compréhension des députés communistes qui se sont courageusement abstenus à l'issue d'un

débat indigne et du Garde des Sceaux et de l'Assemblée nationale.

Du premier, on savait qu'il tenait les parlementaires pour des **« dégénérés »** et les juges de dangereux irresponsables. Des communistes, on était en droit d'attendre qu'ils s'opposent à la nouvelle démarche liberticide du gouvernement. Il est vrai que ce n'eût guère été compris des masses laborieuses. Et à moins d'un an des élections au Parlement européen... ■

VINCENNES : EQUILIBRE DES FORCES

Aux dernières nouvelles, Alice Saunier-Séité hésiterait à mener à son terme le déménagement de Paris VIII-Vincennes sur le mini terrain de l'Institut universitaire de technologie de Saint-Denis. Alice n'a pas de remords, cela se saurait, mais le tour de magie qui consisterait à faire tenir huit hectares de bâtiments sur un terrain de 2,5 hectares s'avère techniquement difficile. A tel point que le ministre a reçu des services de l'Equipement un rapport expliquant que l'opération est impossible. Le ministre cherche un fonctionnaire plus compréhensif. Mais aucun ne lui fera un devis global inférieur à 180 millions de francs !

Autre surprise d'Alice, le PS et le PC ont fait l'union sacrée contre elle. A la fois pour défendre Vincennes et pour empê-

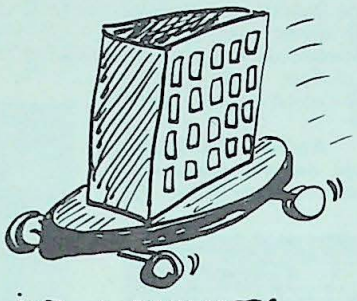
cher la destruction de l'IUT de Saint-Denis. Autrement dit, alors que la situation pouvait paraître désespérée il y a une quinzaine de jours — preuve que le ministre tient bien en mains un certain nombre de confrères —, le rapport de forces s'équilibre. Si le bureau du Conseil de Paris VIII parvient à rassembler étudiants, enseignants et person-

nels dans la bataille, celle-ci n'est pas perdue. A ce propos, d'ailleurs, on comprend mal pourquoi la CFDT vincennoise se tient à l'écart de la (comme on dit) riposte unitaire. Ce n'est pas le moment de se perdre dans le détail mais plutôt d'exploiter les quelques erreurs d'Alice Saunier-Séité. La plus grosse a été d'organiser le déménagement de l'IUT de 40 millions qui doit être rasé sous la protection de forces de police considérables (neuf cars de CRS, huit fourgons de police, cinq voitures des RG, huit motards et 20 vigiles). Dans son délire, le ministère des universités a demandé aux policiers de couper la circulation dans une partie de Saint-Denis, pour éviter que des gens suivent les camions de chaises et de tables !

Autre erreur d'Alice : elle a raconté des histoires aux services du Premier ministre sur le nombre des étudiants de Vincennes, et ceux-ci s'en sont aperçus. C'est d'ailleurs probablement sous la pression de Matignon que l'opération de police prévue pour emménager de force dans d'autres locaux de Paris XIII Villetaneuse le matériel vidé, a été décommandée par deux fois à la dernière minute.

Enfin, il paraît qu'en s'attaquant sans subtilité à Vincennes, et aussi à Villetaneuse, le ministre risque de ternir la réputation libérale du Président **« pour une cause qui n'en vaut pas la peine ».**

C.-M. V. ■



PLOGOFF : « TOMBER LA VESTE » ?

L'initiative unitaire du P.S.U.-Cornouaille (1), qui avait reçu le mardi 19 un excellent accueil vient cependant d'achopper. Le jeudi 23, à Pont-Croix, le maire de Plogoff, Kerlo'ch, a déclaré dès la seconde réunion du comité de lutte : **« Je tiens à mon indépendance totale. Je veux un comité apolitique... Je ne veux absolument pas que les partis politiques, les syndicats prennent le pas. A Plogoff, chacun doit tomber la veste et faire voir des chemises de toutes les couleurs... »**

Le P.S.U.-Bretagne est tout de même plus exigeant que M. Kerlo'ch, militant du P.S... Que s'est-il passé entre le mardi 19 et le jeudi 23 ? Y a-t-il eu pression de certains écologistes « apolitiques » ? Le maire de Plogoff a-t-il vraiment cru que la participation pourtant prépondérante du comité de défense de la commune au collectif pourrait casser l'« union sacrée » d'une population politiquement composite ? C'est possible. Mais, si cela était, il aurait pu expliquer les raisons de son revirement.

Nous sommes capables de comprendre que l'unité de la population de Plogoff autour d'un maire et d'un comité de défense résolu constitue un atout important dans la lutte. Mais le P.S.U.-Cornouaille entend aussi que celle-ci soit menée avec la plus grande détermination et la plus grande efficacité. Pour autant, il n'est pas question **« d'abandonner les vestes à la porte ».**

Dans l'état actuel des choses, il poursuit donc son action pour la création nécessaire d'un collectif de lutte unitaire, indépendamment du comité de défense, tout en souhaitant entretenir avec ce dernier une liaison étroite.

Paul TREGUER ■

(1) Cf. T.S. nº 797 : « Nucléaire : Ni à Plogoff, ni ailleurs ».

calendrier politique

● *Samedi 14 octobre (Sézanne) :* la fédération des élus autogestionnaires de Champagne-Ardennes invite tous les élus intéressés à participer à une réunion d'information à partir de 14 h à la salle du Prétoire de Sézanne, dans la Marne. Expériences et informations seront échangées entre les élus, soucieux d'exercer leur mandat, selon les principes du socialisme autogestionnaire.

● *Samedi 14 octobre (Valence) :* fête du P.S.U. Drôme-Ardèche. De nombreux débats avec entre autres le Planning familial, le M.D.P.L., le groupe « Lignes très haute tension ». A 17 h 30 avec Michel Mousel sur le thème « Chômage, luttes, l'autogestion utopie ou réalité ». Côté spectacles, des foules de choses et bien sûr buvette et bouffe. N'oublions pas l'animation pour les enfants. Il y aura aussi les Lip avec leur matériel. Tout ça se déroulera dans la salle des fêtes (on n'a pas d'autres précisions sur le lieu, on espère que ça vous suffira pour y courir tous).

● *Dimanche 15 octobre (Nîmes) :* encore une fête P.S.U. Beau programme aussi : chanteurs occitans, latino-américains, danse, bal, animation permanente avec la fanfare de Sardon. Des stands politiques et à 11 h un débat sur l'emploi, à 15 h, sur l'écologie, à 16 h sur les femmes et la justice. Début de la fête à 11 h. Pour le lieu, tout ce qu'on sait c'est que c'est très près, très près, du camp militaire qui doit s'étendre...

● *Mercredi 18 octobre (Romans) :* le Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté (M.D.P.L.) et les Amis de T.C. organisent sept soirées pour la paix. Ce jour, débat au foyer du théâtre à 20 h 30 avec le général Jacques de la Bollardière et l'amiral de Joybert sur les thèmes : quelle défense ? quelle armée ?

● *Samedi 28 octobre (Pierrefeu) :* gala de soutien à *l'Estrassa* (canard occitan, rue de la Liberté, 83390 Cuers). Il aura lieu à Pierrefeu, au foyer de la jeunesse et de la culture (21 h). Au programme : Mikucla (chanteuse occitane), Barre Philips (contre-bassiste de jazz), Moncanaro. Selon que vous serez puissant ou misérable, il vous en coûtera 5 ou 10 F.

ENFIN !!!

Si 1976 était l'année de la femme,
1977 celle des grands espoirs,
1978 celle des grandes déceptions,

1979
sera l'année du calendrier de l'autogestion

Réclamez-le aux militants du P.S.U. ou commandez-le à P.S.U.-calendrier, 9, rue Borromée, 75015 Paris, en joignant 12 F (frais d'envoi compris).

1979
CALENDRIER DE L'AUTOGESTION

courrier des lecteurs

UN EDITO BIEN AMBIGU

A la lecture de l'éditorial d'Alain Tlemcen (**T.S.** n° 795), je ferai volontiers quatre remarques, une de fond, trois de détail, toutes ayant leur importance.

1) J'aurais aimé que **T.S.** se prononce clairement **contre** les décisions de Camp David. Un édito est une prise de position qui engage peu ou prou Tribune et donc le P.S.U. Or le texte de Tlemcen, malgré un bon titre, reste dans une certaine ambiguïté. Les raisons pourtant ne manquent pas pour un anti-impérialiste conséquent, que tout militant du P.S.U. demeure, de condamner Camp David. L'ASFA, Boumedienne et Brejnev ont, chacun à leur manière, souligné que Camp David négligeait les conditions indispensables à la paix : évacuation des territoires conquis par la force, reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, y compris celui de créer un Etat national indépendant.

Pourquoi n'avoir pas exprimé sans équivoque la condamnation de Camp David ; le P.S.U. serait-il en deçà des positions de l'ASFA ? Nullement. Alors ?

2) En rappelant que Begin a accepté la résolution 242, l'éditorial précise : **« La souveraineté d'Israël sur la Cisjordanie est donc, à terme, remise en cause. »**

C'est aller un peu vite en besogne et confondre les vagues promesses d'autonomie avec une véritable autodétermination alors qu'il ne s'agit, pour la Cisjordanie et Gaza que d'un remake du plan Begin sur l'administration des territoires occupés. Un gouvernement sioniste ne peut d'ailleurs imaginer autre chose, c'est bien évident.

3) Il est question, en fin de paragraphe, du **« développement d'un mouvement qui s'avérait subversif par l'establishment israélien ».** On aurait aimé quelques précisions.

4) A propos des Palestiniens dont l'unité retrouvée devrait ne pas exclure **« l'approfondissement stratégique indispensable pour répondre à la situation ainsi créée à la nouvelle donne »**, n'aurait-il pas fallu préciser dans quel sens pourrait aller cet « approfondissement » ? Par exemple : vers une alliance claire avec l'U.R.S.S. pour contrecarrer la politique américaine, Sadate et la réaction arabe, alliés de l'impérialisme. A Damas, Boumedienne a constaté avec lucidité les faits : **« Nous nous trouvons devant une alliance égypto-israélo-américaine financée par l'Arabie Saoudite. »**

Plutôt que de sembler donner indirectement des leçons à l'O.L.P., nous devrions avoir le courage de considérer que l'U.R.S.S., malgré ses erreurs quant au modèle socialiste qu'elle met en œuvre, demeure, sauf en Amérique latine et en Ethiopie, un soutien de facto des mouvements de libération nationale dans le monde. De considérer aussi que, à son niveau, l'Algérie, membre du Front de la fermeté, avance une analyse juste de la nouvelle donne au Moyen-Orient et des revendications de l'O.L.P.

André LAUDOUZE,
Membre de la commission internationale du P.S.U. ■

LA NATALITE : UN PROBLEME DE SOCIETE

Il y a plusieurs semaines que je voulais répondre à la lettre de G. Giacomo (**T.S.** n° 791, page 4) à propos du rapport Sullerot sur la baisse de natalité en France et en Europe. Et puis, les vacances... Je voudrais dire que comprends bien l'exaspération de ce camarade à l'égard de ce qu'il considère comme une nouvelle offensive du clan Debré, surtout en cette période où le chômage atteint principalement les jeunes. Pourtant, je ne crois pas qu'on puisse régler ce problème par quelques ricanements sur le « lapinisme » de la droite.

Le problème se pose à deux niveaux :

- d'abord par rapport au couple et particulièrement aux femmes : c'est sur ce plan que la gauche intervient habituellement ;
- cependant, avoir des enfants ou pas n'est pas seulement une question de choix individuel mais aussi un problème de société. Malheureusement, sur ce plan, c'est surtout la droite qui avance ses solutions dans un esprit nationaliste et impérialiste.

En fait, sans avoir de compétence particulière dans ce domaine, il me semble qu'un rapport équilibré entre jeunes, adultes et vieux est indispensable. Même si une diminution générale du temps de travail permettait à tous de conserver des activités socialement utiles jusqu'à un âge avancé, il n'en reste pas moins que les coûts de santé deviendraient extrêmement lourds pour une société vieillissante. A moins qu'on ne compte sur une poursuite indéfinie de l'immigration pour faire tourner la machine, c'est-à-dire, pour parler crûment, l'importation d'esclaves au service d'une population de retraités (1).

La seule ligne de conduite valable me paraît être une croissance démographique zéro (ou très lentement décroissante) ce qui

demande, si j'en crois les démographes, un nombre d'enfants égal à 2,2 par foyer. La question est de savoir comment atteindre ce point d'équilibre en préservant la liberté des parents, c'est-à-dire sans recourir à des mesures contraignantes ou à certaines formes deshonorantes d'« aides » financières.

De toute façon, même si on me prouve que j'ai tort, j'estime que ce sont là des problèmes de société que la gauche ne doit pas laisser à la droite. S'il paraît difficile que cette question soit abordée par le prochain congrès, elle pourrait peut-être être débrouissaillée par une commission mixte du P.S.U. comprenant par exemple des militantes du secteur femmes, des militants de la commission Entreprise, de la commission Santé, etc.

A. PONCHEL, Sens ■

(1) On me signale que Debré aurait dit à peu près la même chose quelque part ! Je le regrette bien mais je maintiens ce propos.

CREDIT PHOTO :
P. 1 : Didier Maillac ; p. 8 : D.R. ; p. 9 : G.O. ; p. 11, 12, 14, 15 : D.R.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaïdent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

sommaire

- **Editorial**

Proche-Orient : les gêneurs
par **A. Tlemcen** ..... p. 5

- **Où va la France ?**

Confidences hivernales
par **J.-M. Demaldent** ..... p. 6-7
Le P.C.F. et l'U.R.S.S.
par **L. Goldberg** ..... p. 7
Larzac : les labours de la colère
par **D. Rivière** ..... p. 8

Grève de la faim contre
le Crédit agricole
par **J. C.** ..... p. 9

- **Social**

A.N.P.E. : la mise au pas ..... p. 10
P.T.T. : le harcèlement
par **Y. S.** ..... p. 11

40 heures en 4 jours ?
par **Ph. Antoine** ..... p. 11

- **Et pourtant elle tourne**

Sahara occidental : le flou .... p. 12
Nicaragua :
Négocier quoi avec qui ?
par **A. Deschamps** ..... p. 13

- **Les armes de la critique**

Les héros meurent aussi
par **F. Gastellier** ..... p. 14

Le personnage populaire (2) :
Les petites mariées
par **D. Nores** ..... p. 15
Le temps où nous nous appelions
Jacky
par **M. M.** ..... p. 15

- **Pour 500 000 F de plus** p. 16

EDITORIAL

Proche-Orient : Les gêneurs

Par Alain TLEMCEN

Dans Beyrouth brisé, la trêve qui vient d'intervenir semble précaire. Les pirouettes diplomatiques françaises et étrangères, la réunion éclair du Conseil de sécurité n'y sont pas pour grand chose. L'ordre de cessez-le-feu est censé émaner du commandement de la Force arabe de dissuasion (F.A.D.), dirigée en théorie par le président libanais Sarkis, un président qui a bien du mal à jouer un autre rôle que celui de figurant. Le maître du jeu en cette affaire reste le chef de l'état-major.

Les canons se sont tus, certes. Mais rien n'est réglé pour autant. C'est le temps des bilans. Un millier de morts, une capitale écrasée. La communauté chrétienne maronite a subi les pires bombardements de l'histoire cauchemardesque de cette guerre civile. Il y a plus grave : on ne voit pas sur quoi — sinon sur d'autres tueries —, la situation incertaine d'aujourd'hui pourrait déboucher demain. Les Syriens restent sur le pied de guerre. C'est que les places fortes chrétiennes d'Achrafieh n'ont pas été réduites. Les Phalanges de Gemayel et les tigres chamonistes résistent.

Dans cet imbroglio proche-oriental, il convient de ne pas avoir la mémoire courte : ce sont ces mêmes extrémistes qui ont fait appel aux troupes syriennes pour mettre au pas les forces montantes à l'époque du front palestino-progressiste. Et d'appeler maintenant à retourner les armes contre les anciens protecteurs.

Au passif de ces nouveaux croisés il y a Tall-el-Zatar, massacre d'un camp de réfugiés perpétré de sang-froid avec la bienveillante indifférence sinon la complicité active des troupes syriennes. Camouflées sous l'uniforme de la F.A.D. A ce propos, il est dommage que les voix qui s'élèvent actuellement pour crier au génocide des maronites, se soient tues lorsque les victimes étaient de confession différente. Enfin, les extrémistes chrétiens sont généreusement financés par la diaspora libanaise, puissamment armés et conseillés avec efficacité par les experts israéliens.

Et pourtant, ce serait sans doute un crime et une faute politique de confondre les extrémistes maronites et l'ensemble de la communauté chrétienne. Or cette faute, la Syrie l'a commise. Sachant qu'un réel affrontement avec les miliciens leur auraient coûté trop cher en vies humaines et en désavœu de l'opinion mondiale, les Syriens n'ont pas voulu payer ce prix. A l'affrontement, ils ont sciemment préféré la guerre d'usure. En se servant des réelles provocations des milices maronites qui spéculaient à n'en point douter sur la mort de leurs compatriotes, les Syriens s'en sont pris à la population civile. Sous couvert d'aide à la guerre de libération nationale, ils ont en fait procédé à une guerre de position visant à étouffer la communauté maronite. Alors il faut refuser une intervention étrangère qui, sous prétexte de séparer les parties en conflit, aboutit à une sorte de solution finale pour l'une d'entre elles. Cette stratégie n'aboutit qu'à consacrer la position qu'on était venu combattre. Pour être cohérent avec notre réprobation du crime de Tall-el-Zatar, il faut dire qu'il n'y a pas de bon ou de mauvais génocide. Encore moins de génocide « de gauche ».

On a vu avec quelle habileté le président syrien a su tirer parti des maigres résultats du « sommet de la fermeté » pour ne retenir que ceux qui l'intéressaient. En rééquilibrant en sa faveur ce que l'initiative de Sadate avait de gênante pour lui. Il se ménage ainsi l'appui de l'U.R.S.S., trop contente de profiter de l'aubaine pour tenter un rétablissement difficile dans la région. Mais pour autant Assad ne ferme pas la porte aux Américains. Le chantage au soutien soviétique est l'un des atouts qu'il a mis dans son jeu en vue de la grande discussion avec le partenaire américain qu'il sait, dans la donnée politique actuelle, le plus influent sur un règlement de la crise au Proche-Orient.

Or, rien ne sera réglé sans une solution apportée au problème des Palestiniens réfugiés au Liban, qui sont les laissés pour compte de Camp David. Une des moindres complexités du problème n'est pas que les Palestiniens et les forces progressistes libanaises soient pieds et poings liés à la politique syrienne dans le contexte actuel. Mais il est à craindre, que par rapport aux desseins syriens, les Palestiniens fasse une fois de plus figure de « gêneurs ». ■

Parti communiste : Confidences hivernales

Quand vient l'hiver Georges Marchais nous en apprend de belles...

LA dernière réunion du comité central du P.C.F. n'a pas beaucoup retenu notre attention. On a simplement noté le traitement infligé au P.S. : « *recours* » (Marchais) de la grande bourgeoisie au cœur de la crise ; « *locomotive de la droite* » (René Andrieu, *l'Humanité* du 6 octobre). On a été consterné par la façon dont Charles Fiterman a rendu compte des votes socialistes de certains électeurs traditionnellement communistes : « *des électeurs communistes ont cédé à cette pression au point de mêler leurs voix à celles de la droite* ». Aujourd'hui, la campagne de dénonciation de l'« anticommunisme » va dans le même sens. Tout a déjà été dit ici sur le sens que prend dans ce contexte la ligne dite de l'union « à la base ».

Elle fait penser à une sorte de version abatardie et aberrante de la politique « classe contre classe » de 1928 où le front unique à la base devait servir à « *plumer la volaille social-démocrate* » et n'a plumé que les travailleurs et le P.C.F. Abatardie, parce que le P.C.F. se désiste tout de même au second tour... et qu'il n'est plus question de plumer la volaille. Aberrante, parce qu'elle ne s'inscrit pas dans une perspective révolutionnaire « gauchiste ». Le fascisme ne nous menace pas directement comme ce fut le cas en Europe lors de cette funeste période ; dès lors la tentation est forte de hausser les épaules et de ne pas cultiver davantage le goût morbide d'en savoir davantage.

Et pourtant, il faut y regarder de plus près. Les conclusions de Marchais sont plus nouvelles qu'on ne le croit ; et, à nouveau, des contestataires reprennent leur plume.

Georges Marchais s'est évertué à situer sa politique actuelle dans la continuité de la stratégie traditionnelle du P.C.F. et du XXII[e] congrès. Une stratégie qui a subi d'ailleurs une très sérieuse inflexion : le fameux stade de la « *démocratie avancée* » qui devait occuper toute une période entre la victoire de la gauche et le socialisme est à ranger désormais au magasin des accessoires. La crise est « *profonde* », « *durable* » et « *globale* » ; et « *ou bien on cherche à s'adapter à la crise* [...], *ou bien on s'attaque aux causes* ». Marchais précise : « *ou bien la France en crise, ou bien la démocratisation de toute la société — ce que nous appelons le socialisme pour la France* ». Et d'insister : « *Quels sont les traits... de cette société que nous voulons pour la France ? C'est une société socialiste* ». Certes, « *la voie démocratique* » pour un « *socialisme aux couleurs de la France* » du XXII[e] congrès est maintenue : c'est du défi démocratique que surviendra le socialisme.

Mais il faut se souvenir des leitmotiv de Georges Marchais au cours des campagnes électorales de 1973 et 1974. Non, le Programme commun n'est pas un programme socialiste ; son but est seulement la « démocratie avancée ».

POURQUOI cette inflexion ? En cette période de repli sur soi, il faut sans doute satisfaire le noyau militant activiste qui a toujours été embarrassé par les mystères encombrants de la « *démocratie avancée* ». Plus sérieux. Cette inflexion éclaire un peu les raisons pour lesquelles le P.C.F. a rompu l'union de la gauche, sans l'avouer pour autant, ni en tirer toutes les conséquences. La crise était trop profonde pour une expérience réformiste avancée de gouvernement. Il fallait, soit accepter une certaine dose d'austérité comme le faisaient le P.C. italien ou le P.S. ; soit aller beaucoup plus loin avec des revendications plus socialistes et en s'en remettant à une intense mobilisation populaire. Le P.C.F. s'est dérobé et se dérobe toujours. Il a seulement abandonné sa stratégie estimée à juste titre impraticable et cassé l'union en tentant de rejeter la responsabilité sur le parti socialiste. Enfin, il faut y voir la conjonction de la défaite et du débat interne. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat sous-tendait la stratégie du Programme commun, version P.C.F. Il n'en est plus fait mention aujourd'hui. Souvenons-nous que cette théorie avait été l'une des cibles favorites de certains contestataires, au printemps.

Le P.C.F. entame une campagne « *exceptionnelle* » de popularisation de ses thèmes. Pourquoi ? Parce que les gens n'ont rien compris ; ils se sont bercés d'illusions avec l'« *union pour l'union* » et « *le changement pour le changement* » sans se pénétrer de la question décisive des « *conditions* » du changement : les « *objectifs transformateurs* » du Programme commun. D'où leur insensibilité actuelle à la responsabilité d'un P.S. qui, après s'être écarté du Programme commun, le déclare « *forclos* ». Bien sûr, ils ne sont pas responsables : c'est l'effet de la contre-offensive de la droite et du « *double jeu* » du P.S. que le P.C.F. n'a pas réussi à contrebalancer. Cette attitude tourne le dos à notre idée selon laquelle les objectifs unitaires doivent être le produit des débats de tous les travailleurs et de leurs organisations, à tous les niveaux, y compris celui de l'entreprise et du quartier.

Certes Georges Marchais constate que les travailleurs à la base n'ont pas assez fait de ces objectifs « *leur affaire* ». Mais au lieu de leur donner la parole, dans la logique de l'autogestion, il a décidé de leur expliquer ce qu'ils n'ont pas compris dans la logique du parti dirigeant d'avant-garde.. Là aussi, il ne faut pas se contenter de hausser les épaules et de passer à autre chose. Georges Marchais nous en apprend de belles.

IL n'a aucune responsabilité dans cette affaire. Il nous avait prévenu dès son fameux rapport au comité central d'après la signature du Programme commun en 1972, tenu secret jusqu'à ce que le processus de rupture soit entamé. Le secret était une « *erreur* », mais il suggère plus loin qu'il n'en était pas le responsable. L'illusion a atteint des membres du comité central auxquels il rappelle un débat « *fameux* » (?) où ils prétendaient qu'en 1972 le P.S. avait « *rompu* » avec la collaboration de classe, alors que lui, Marchais, opposait qu'il s'en était seulement « *écarté* ». Très intéressant. On aimerait en savoir plus. En tout cas, c'est une façon déguisée d'admettre publiquement l'existence de divergences dans la direction communiste, par-delà les faux semblants de l'« unanimité » du comité central du 27 avril, soit 24 heures avant la fin de ses débats.

D'ailleurs, Marchais se montre moins menaçant : il n'y a plus de « *contestataires* » ; il y a seulement des communistes qui discutent.

S'agit-il de concessions résultant d'une modification du rapport des forces au sein de la direction réelle du P.C.F. ? (1). S'agit-il au contraire d'une offensive de Marchais contre des adversaires affaiblis qui ne peuvent plus compter sur les militants qui ont désapprouvé le comité central d'avril en votant « avec leurs pieds » ? Nul ne peut le dire aujourd'hui.

Toujours est-il que les contestataires reprennent la plume. La dernière prestation de Jean Elleinstein (2) est nettement plus virulente que celle qui a suivi la fête de *l'Humanité* (3). Elleinstein dit, très tranquillement, que le « *problème fondamental* » reste « *l'union de la gauche* ». Il constate que le P.C.F. « *ne peut se contenter de critiquer le P.S.* » ; d'autant plus que, « *plus il le critique de cette façon et plus il le renforce* ». Il critique ouvertement la campagne contre « *l'anticommunisme* » dont seul le « *sectarisme* » actuel du P.C.F. explique le succès. C'est en rester à la « *mentalité de défenseurs d'une forteresse assiégée* ». Enfin il considère que la ligne européenne du P.C.F. est « *insuffisante* ». Serge Lewisch et Yves Roucaute sont beaucoup plus virulents (4) : les « *appels à l'évidence, disent-ils, ne suffisent pas à faire... d'un mensonge une vérité* ». C'est abandonner « *Marx pour Malebranche* ». Quant à la campagne de popularisation, ils n'ont pas de mots assez durs : « *les yeux fermés devant l'expression unitaire des masses, le « conseil d'administration » du P.C.F. ferme maintenant les portes de sa tour d'ivoire* ». Il y a l'« *extérieur ignorant qui n'a rien compris et doit tout apprendre, et l'intérieur qui sait* ». Eux aussi ne veulent pas qu'on discute le débat sur le centralisme démocratique et le débat sur la ligne. Ce n'est plus la vague du printemps ; mais les contestataires ne s'enthousiasment pas des aménagements prévus pour les aider à passer un long hiver.

TOUT démontre que la discussion n'est pas close. Pourtant l'appareil a fait des concessions susceptibles de calmer les plus raisonnables. Il ne brandit plus de menaces et il a laissé Elleinstein vendre ses ouvrages à la fête de *l'Humanité*. Fiterman et Marchais ont rendu un coup de chapeau public à l'ouvrage collectif « *L'U.R.S.S. et nous* » (5) dirigé par l'animateur de la *Nouvelle critique*, Francis Cohen, qui s'était fait remarquer au printemps par une prise de position très critique publiée dans la revue elle-même. Ce n'est pas pour rien que Marchais a voulu donner de l'éclat à sa rencontre avec Enrico Berlinguer sans désespérer de revoir Carrillo en en tirant des résultats plus positifs que lors de la rencontre du 6 septembre. Enfin, il y avait l'ouvrage de Paul Laurent, *Le P.C.F. comme il est* » (6), qui envisageait l'éventualité de tribunes de discussion dans certains cas, en dehors de la préparation des congrès et l'hypothèse de « *délégués* » minoritaires au congrès, à condition qu'ils n'expriment pas un « *désaccord global* ». Notons qu'il n'a pas eu droit aux mêmes honneurs publics que « *L'U.R.S.S. et nous* ». Et pourtant, il n'est pas explosif. Mais justement : a-t-il permis de calmer la contestation ? Au *Nouvel Observateur*, qui lui demandait si les choses avaient évolué, Elleinstein répondait sans aucun enthousiasme : « *un peu...* » ; et il ajoutait : « *Pourquoi ne pas avoir ouvert ces tribunes en avril dernier ?* » Aujourd'hui, il dit : le « *cheminement* » sera-t-il « *assez rapide et suffisant* » ? On peut en douter puisque les maigres ouvertures de Paul Laurent sont reportées dans le temps après la modification des statuts qui surviendrait lors du XXIII[e] congrès.

Jean-Marie DEMALDENT ■

---

(1) Nous ne spéculerons pas sur ce petit fait relaté par le **Canard enchaîné** du 27 septembre et non démenti : un accrochage sérieux entre Paul Laurent et Roland Leroy lors de la réunion du groupe communiste à l'Assemblée nationale, le 21 septembre.
(2) **Paris-Match**, 13 octobre 1978.
(3) **Nouvel Observateur**, 25 septembre 1978.
(4) Voir « Les bénis oui-oui de **l'Humanité** », **Nouvel Observateur** du 9 octobre.
(5) A. Adler, F. Cohen, M. Decaillot, C. Frioux, L. Robel, **l'URSS et nous**, Paris, éd. sociales, 223 p.
(6) P. Laurent, **Le PCF comme il est**, Paris, éd. sociales, 175 p.

Le PCF et l'URSS

« Nous n'avons pas l'intention d'éluder les grandes interrogations : l'U.R.S.S. est-elle socialiste ? Quels sont les conflits internes ? Peut-on faire un bilan des dégâts staliniens ? La terreur est-elle impliquée par le système ? S'est-il formé une classe d'exploiteurs ?... »

Ce programme alléchant est celui que Francis Cohen, directeur de la **Nouvelle critique**, fixe à un ouvrage récemment paru aux éditions Sociales et dont la lecture — fait rarissime —, a été vivement recommandée aux militants du P.C.F. par le bureau politique lui-même. **L'U.R.S.S. et nous** — tel en est le titre hautement significatif — allait-il en effet marquer une étape nouvelle dans la réflexion du P.C.F. sur l'U.R.S.S. ?

Las ! Dès la page 36 nous apprenons que la période post-khrouchtevienne peut être caractérisée comme **« une nouvelle phase dans le mouvement de progression socialiste au sein du premier stade — socialiste — du communisme »**. Entendez : **« que l'U.R.S.S. soit socialiste c'est l'évidence même »**. Ainsi la question décisive (quelle est la nature du système social et politique existant en U.R.S.S. ?) ne sera pas réellement posée. Les auteurs, il est vrai, **« n'éludent »** pas complètement le débat. Ils se contentent d'affirmer que la propriété privée des moyens de production ayant été abolie, l'exploitation d'une classe par une autre n'est plus possible. Par voie de conséquence, d'ailleurs, la lutte des classes disparaît ipso-facto de leurs analyses.

Il en résulte que l'histoire de l'U.R.S.S. depuis sa fondation, sa structure sociale, économique et politique actuelle, doivent s'analyser dans le cadre d'une évolution — contradictoire et difficile — vers un socialisme plus **« évolué »** ou **« avancé »**.

Tel est le postulat de base. Les limites ainsi posées autorisent certes d'aborder avec franchise des problèmes jusqu'à présent plus ou moins « tabous ». Mais elles en restreignent singulièrement la portée.

Ainsi les auteurs n'hésitent pas à décrire dans sa réalité le déferlement des vagues de répression massive des années 30. Mais la condamnation vigoureuse de « tels faits » — dont on nous précise d'ailleurs qu'ils sont **« nettement circonscrits dans le temps »** — s'accompagne d'une reconnaissance du **« travail colossal réalisé »**.

Que la couche dirigeante bénéficie de privilèges matériels n'est nullement nié. Mais on nous précise aussitôt que de tels privilèges n'ont **« rien à voir »** avec ceux **« des milliardaires d'ici »**. D'ailleurs ils ne sont pas héréditaires (ou si peu...).

Cette couche bureaucratique dont on ne nous cache pas qu'elle détient le pouvoir réel, n'est pas une classe de possédants affirment les auteurs, ce qui est d'ailleurs vrai. Son existence et ses pouvoirs tiennent à l'**« insuffisance »** des responsabilités confiées aux travailleurs et au **« retard de la société socialiste à aller vers ce qu'on peut appeler l'autogestion »**...

L'analyse souvent pertinente de la passivité ouvrière, du rôle d'auxiliaire de l'administration joué par les syndicats, des difficultés économiques, du monolithisme étouffant de la vie politique, n'empêche nullement les auteurs d'affirmer que le P.C. de l'U.R.S.S. **« est bien le parti de la classe ouvrière »** et que **« le rôle des travailleurs dans la vie économique est nettement plus massif et plus avancé en U.R.S.S. qu'ailleurs »**.

Quant à la politique extérieure de l'U.R.S.S., elle va **« globalement dans le sens de la paix, de la détente, de la sécurité collective, du désarmement, de l'organisation de la coexistence pacifique »**.

Il ne fait aucun doute que de nombreux militants communistes accueilleront **L'U.R.S.S. et nous** comme une bouffée d'air frais, en dépit de ses contradictions et de ses silences (sur les démocraties populaires, sur les minorités nationales, etc.). Il était, c'est l'évidence, de moins en moins possible de continuer à nier des réalités connues de tous. Mais il est non moins clair que la direction du P.C.F. entend circonscrire le débat et en délimiter nettement la portée. Mais il sera bien difficile d'en rester là, et de prétendre concilier le capitalisme d'Etat et l'autogestion.

Léo GOLDBERG ■

Grève de la faim contre le Crédit agricole

La "banque verte" refuse à Jean Cadiot, paysan-travailleur de Loire-Atlantique, les moyens de s'en sortir.

Depuis près de trois semaines, les Paysans-Travailleurs de Loire-Atlantique se battent pour un des leurs, Jean Cadiot, qui a entamé le 20 septembre une grève de la faim. Dans le conflit qui l'oppose au Crédit agricole, toutes les autres interventions ont échoué. La grève de la faim, pour Jean Cadiot, c'était l'ultime moyen de pousser le débat.

Jean et Annick Cadiot sont installés, avec leurs six enfants, sur une exploitation agricole de 28 hectares, à Pannecé (Loire-Atlantique) depuis treize ans. Il se sont « spécialisés » (comme on le proclamait bien haut en ce temps-là, pour être « compétitif ») dans l'élevage de génisses. Le travail consiste à « amener » en deux ans des veaux (de quelques semaines) à l'état adulte de vaches productives. En termes de capital, c'est une production longue qui nécessite d'immobiliser, sur toute la durée de l'élevage, un capital de l'ordre de 5 000 F par génisse avant de pouvoir le réaliser lors de la vente.

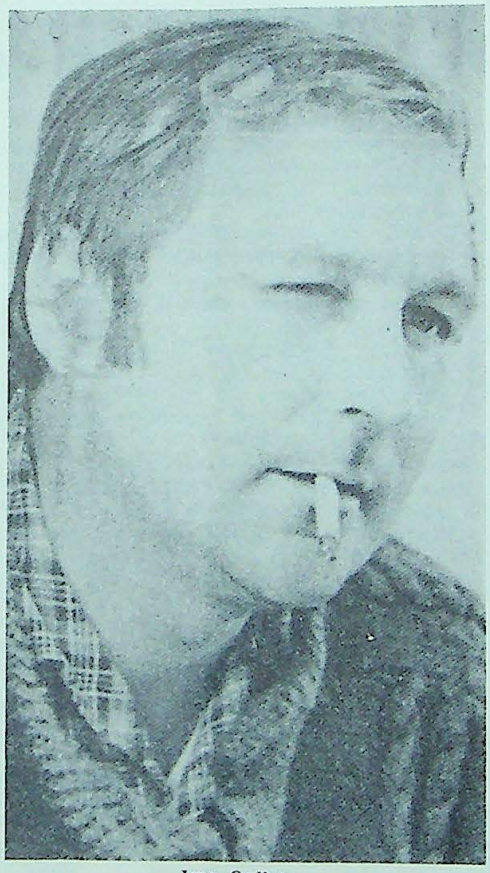
Un surendettement sans issue

Depuis plus d'un an, les éleveurs de génisses spécialisés du département se heurtent régulièrement au Crédit agricole, leur principal banquier, qui se retranche derrière des directives officielles pour refuser des conditions de financement adaptées à ce type de production (prêts à moyen et long terme, avec taux bonifiés en partie, comme on en accorde pour les autres productions animales). Jusqu'à présent le Crédit agricole n'accorde aux éleveurs de génisses que des prêts à court terme. Ce type de financement les oblige à faire constamment de nouvelles demandes de prêts, sur lesquels ils paient des frais financiers élevés, pour rembourser les prêts précédents, et tenter ainsi de financer temporairement l'accroissement du capital... Escalade sans issue du surendettement.

Pour les Cadiot, cette situation dure depuis des années ; le Crédit agricole leur maintient la tête juste hors de l'eau et les contraint à travailler davantage pour rembourser leurs emprunts. En plus du financement de leur atelier de production, les Cadiot ont dû faire face en 1976 au financement de leur maison d'habitation (deux pièces pour huit personnes) que le propriétaire a préféré leur vendre plutôt que de réaliser les aménagements dont ils avaient besoin.

La décision exemplaire de Cadiot a permis d'ouvrir un large débat public sur un sujet tabou : **« Dans le milieu paysan, cela a toujours été honteux d'avoir des dettes ; quand on en a, on n'en parle pas. »**

Les Cadiot en ont parlé. Avec les militants Paysans-Travailleurs, ils ont analysé leur situation économique. La décision de se battre a été prise car le cas Cadiot n'est pas seulement un problème individuel. En deux ans dans la région d'Ancenis, siège de la coopérative CANA, les soldes négatifs des coopérateurs sont passés de 200 millions de francs à 3 900 millions, avec un allongement de la durée moyenne des dettes de plus de 15 %.



Jean Cadiot :
« La banque, c'est le pouvoir ! »

Le mutualisme : une façade

Le conflit des paysans endettés contre le Crédit agricole (la **« banque verte des agriculteurs »**) a, au moins, sérieusement battu en brèche l'idéologie mutualiste : **« Le mutualisme est une façade. La banque, c'est le pouvoir, et face à ce pouvoir, on oppose une attitude syndicale. »**

Tout au long de la grève de la faim de Jean Cadiot, les revendications face au Crédit découlent de cette analyse :

- représentation syndicale au choix du paysan pour défendre avec lui son dossier de financement ;
- double des contrats de prêts ;
- justifications des refus de prêts ;
- accès aux dossiers individuels ;
- conventions collectives de prêts par type de production.

S'attaquer au Crédit agricole, c'est s'attaquer à une institution puissante, financièrement et idéologiquement. Les mises en cause personnelles ont plu sur Jean Cadiot : ancien « cumulard », il a abandonné 24 hectares en 1975 pour permettre l'installation d'un jeune ; le Crédit agricole ne lui a jamais pardonné : **« On ne tourne pas ainsi délibérément le dos au progrès »...** On l'accuse aussi de mal gérer son exploitation.

Collusion de la banque et des notables

La banque ne recule devant rien pour sauvegarder son image de marque : la caisse locale de Saint-Mars-la-Jaille a attaqué Jean Cadiot en tribunal des référés pour faire évacuer la caravane dans laquelle il faisait la grève de la faim sur le parking du Crédit agricole.

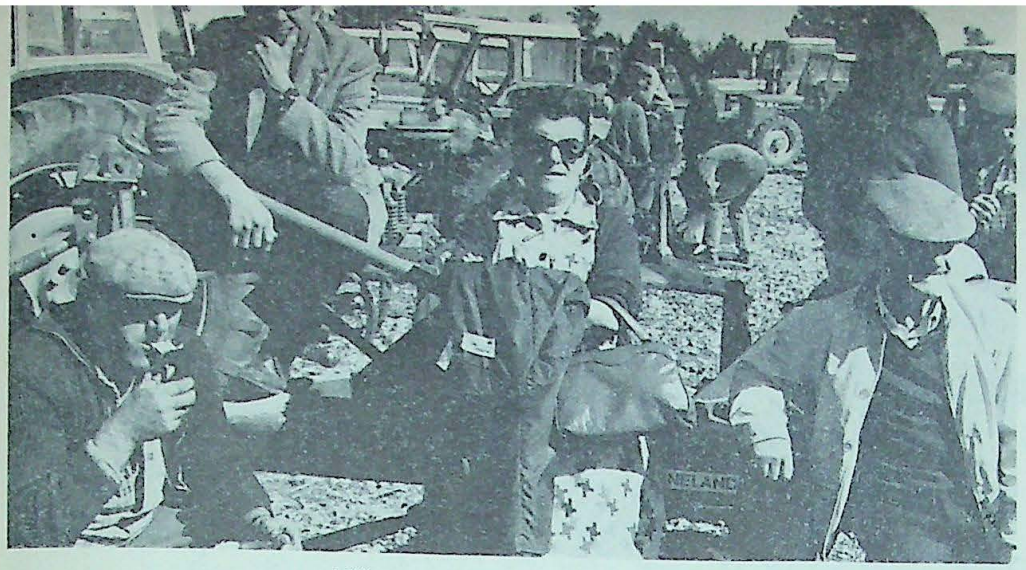
On a pu voir aussi la collusion des notables locaux et de la banque : le propriétaire de Jean Cadiot, Charles-Henri de Cossé-Brissac, est aussi président de la caisse locale du Crédit agricole, administrateur de la caisse régionale, maire de Saint-Mars-la-Jaille et président du conseil général de Loire-Atlantique !

Enfin, beaucoup de paysans commencent à découvrir les ambiguïtés du syndicalisme dit de gauche, à travers la position de la FDSEA de Loire-Atlantique qui a délibérément choisi de refuser son appui à l'action des Paysans-Travailleurs ; par tactique syndicale (à la veille du renouvellement des syndicats locaux), peut-être, mais surtout compte tenu de l'importance de l'enjeu. Seuls, les éleveurs de génisses, qui ont le même type de production que Jean Cadiot, lui ont apporté officiellement leur soutien.

Jean Cadiot a été hospitalisé le jeudi 28 septembre. Le Crédit agricole refuse toute négociation nouvelle. Les Paysans-Travailleurs en appellent à **« la solidarité, à tous ceux qui ne sont pas contraints de passer par le Crédit agricole pour pouvoir travailler, c'est-à-dire aux non-paysans, afin qu'ils retirent, sous forme d'argent liquide de préférence leurs comptes de dépôt qui se trouvent actuellement aux guichets du Crédit agricole ».**

De plus, une souscription nationale est lancée qui s'effectuera sous forme de prêts aux conditions revendiquées auprès du Crédit agricole. N° de compte : M. et Mme Cadiot, Crédit mutuel, Saint-Mars-la-Jaille, n° 197 61 51.

B.C.



5 000 personnes, dimanche, sur le terrain : « Nous gardons le Larzac »

Larzac : Les labours de la colère

Le pouvoir ouvre l'épreuve de force. Les paysans du plateau organisent résolument la riposte. Rendez-vous pour le 28 octobre.

Le gouvernement vient d'engager l'épreuve de force au Larzac. Au Larzac, où des paysans s'acharnent depuis des années à conserver leurs terres. Des milliers d'hectares sont convoités par l'armée. Une histoire que le grand public avait quelque tendance à oublier... Le pouvoir, lui, n'oublie pas ; face à la détermination des terriens, il frappe à l'improviste, et aussi discrètement que possible. Du moins essaie-t-il, car sur le plateau, c'est la veille permanente.

Le 26 septembre, le préfet de l'Aveyron signe un décret de cessibilité pour les terres situées sur les communes de La Cavalerie et de La Roque-Sainte Marguerite. Voilà qui ne l'empêchera pas dans les jours suivants d'affirmer que le dialogue est toujours ouvert ! Il faudra une indiscrétion pour que l'affaire éclate dans les premiers jours d'octobre. Point de panique, point de cris, mais la froide colère. Une ferme résolution anime les gens du Larzac. « *Ainsi, on veut nous arracher définitivement les terres,* disent-ils, *eh bien, on remet la machine en route.* »

Un échec pour l'armée

La contestation — la contestation spectaculaire s'entend — repart sur les chapeaux de roues. La cathédrale de Rodez « abrite » quatorze grévistes de la faim ; réponse immédiate à l'attaque du pouvoir. Partout en France, les comités Larzac sont invités à reprendre sérieusement leurs activités. Dès le dimanche 8 octobre, 5 000 personnes sont sur le terrain, ainsi que 150 tracteurs pour labourer la terre ; celle-là même que l'armée a déjà acquise...

Les paysans du Larzac, après sept années de lutte font un bilan : « *Pour nous, c'est une réussite ; pour l'armée, un échec* », disent-ils en substance. Et de fournir des chiffres. Depuis 1970, cette région agricole s'est développée malgré les tentatives de destruction : dix-sept bergeries ont été construites dont trois sur le territoire acquis par l'armée ; le troupeau de brebis laitières a augmenté de 6 % (13 100 laitières aujourd'hui) et il faut y ajouter 2 500 brebis à viande (spéculation inexistante avant) : donc, un accroissement de 26 %. De même, la production laitière a augmenté de 42 %, les surfaces cultivées de 29 %. Faut-il en conclure que l'armée a donné involontairement à cette région les moyens de revivre ? Un comble, mais une réalité...

Le bilan ne s'arrête pas là. Plus intéressant encore est l'état d'acquisition par l'armée. Avec 5 300 hectares achetés, elle n'a pu acquérir que 38 % des terres convoitées en sept ans ; et cela, malgré toutes les brimades que l'on sait. Jamais dans l'histoire de l'armée, une extension de camp a été aussi difficile. Aussi, ce leader peut annoncer : « *Nous ne disons plus : nous garderons le Larzac, nous disons : nous gardons le Larzac, n'en déplaise aux militaires.* »

Pourtant, notent les militants P.S.U. de Millau, l'armée a mis en œuvre depuis l'automne 77, la tactique de l'étouffement et de la dissuasion. Elle se traduit par une présence constante et massive. Les déplacements de convois et les manœuvres se succèdent sur tous les terrains, privés ou non. Les incidents entre militaires et paysans sont nombreux.

Par ailleurs, l'armée a fait savoir qu'elle a besoin de 600 logements dans la région de Millau-St-Afrique ; elle a déjà pris des options dans les programmes d'H.L.M. Un crédit de 14 280 000 F actuels vient d'être affecté à la remise en service de la voie ferrée Tournemire-L'Hospital - Larzac, qui devient exclusivement militaire.

D'autres forces

Aujourd'hui les paysans peuvent compter sur d'autres forces que les leurs. Et l'Evêque de Rodez n'est pas seul à les soutenir. Les ouvriers de Millau (la ville toute proche) sont solidaires dans une « *même lutte* ». « *Comment ! disent-ils, on nous refuse 200 millions (anciens) pour relancer l'industrie et sauver nos emplois, et on est prêt à dépenser 15 milliards pour acheter des terres à des paysans qui ne veulent pas vendre ?* » Par delà cette simple constatation, ils posent le problème fondamental de ces régions dites déshéritées. Avec l'extension du camp, c'est toute l'économie régionale qui prend un mauvais coup. Cette économie n'est pourtant pas brillante : que l'on examine le nombre de chômeurs et des emplois menacés de Millau et des environs. Dans tout cela, il faut voir, disent les ouvriers : « *une même menace sur notre identité régionale : langue et culture commune qui constituent un mode de vie qui est bien le nôtre.* »

Le succès des labours de dimanche dernier laisse bien augurer du 28 octobre. Car le 8, ce n'était qu'une première semonce pour l'armée, du « *vite fait sur le feu* ». Le grand jour, le jour où ce sera à nouveau la fête pour le Larzac, c'est le 28 octobre. Partout en France, les comités locaux doivent organiser l'action selon leurs inspirations. Ici et là, certains ont déjà prévu des grèves de la faim.

Gardons le Larzac.

Dominique RIVIERE

VOUS AVEZ DIT : « CESSIBILITE » ?

Le décret pris par le préfet de l'Aveyron a les conséquences majeures suivantes :

- Les propriétaires ne peuvent plus vendre de terre à d'autres qu'à l'armée. Impossible notamment de vendre aux G.F.A. (Groupements fonciers agricoles) qui avaient été créés pour acheter à la place de l'armée et avaient déjà acquis plus de 1 100 hectares.
- Dans un délai de six mois une ordonnance d'expropriation sera prononcée contre les paysans du Larzac. S'ils refusent de partir — et ils refuseront ! — une ordonnance d'expulsion devra alors être prise par les magistrats. Cette dernière pouvant être ou ne pas être appliquée.

Agence Nationale Pour l'Emploi : La mise au pas

Boulin veut casser le service public pour ajuster au plus près la force de travail aux besoins du patronat.

On entend beaucoup le ministre du Travail ces temps-ci : Boulin tient à s'expliquer sur le nombre de chômeurs et sur ce qu'il compte faire.

L'essentiel se résume finalement en quelques idées simples : **« Tous les chômeurs ne recherchent pas du travail ; les chiffres sont donc artificiellement gonflés. Quant aux jeunes sans emploi, ils ne sont pas vraiment chômeurs puisqu'ils ne touchent pas le chômage... CQFD. Les jeunes, ainsi que les sans-emploi, doivent faire preuve d'initiative, ne pas attendre l'aide des services de l'emploi, compter sur eux-mêmes... »**

Ces déclarations ne viennent pas seules ; les mesures concrètes sont annoncées pour les jours qui viennent. Et d'abord, le montant de l'indemnisation du chômage devrait être révisé. Il s'agit d'avoir des chômeurs plus souples, qui soient prêts à traverser la France si la restructuration capitaliste l'exige ; il s'agit par ailleurs d'équilibrer financièrement le régime UNEDIC. Pour cela, une solution fortement envisagée, l'indemnisation dégressive : c'est-à-dire que plus on restera longtemps au chômage, plus le montant de l'indemnité-chômage diminuera, ce qui incite rapidement à accepter n'importe quoi !

Trop de « social »

A vrai dire, pour beaucoup, l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ne répond pas aux besoins et le personnel lui-même dénonce le manque de moyens, d'effectifs, l'insuffisance de la formation pour faire face aux tâches. Mais pour le patronat, il s'agit de tout autre chose : **« L'établissement et son personnel tendent à faire trop de social, ne sont pas assez « sensibles » aux besoins et aux exigences des chefs d'entreprises. »** C'est ce qui ressort du rapport demandé par Boulin à un de ses inspecteurs généraux, Farges, lequel note que dans l'A.N.P.E., les syndicats sont **« tout puissants ».**

Et l'inspecteur Farges de proposer une série de mesures qui mettraient fin à l'A.N.P.E. telle qu'elle est !

• tout d'abord, plus de monopole des offres au service public de l'emploi ;

Cette disposition de 1945 serait définitivement abolie ; ce qui souligne la volonté du pouvoir de donner libre cours à toutes les formes « sauvages » de recrutement : par agences intérimaires, relations, entreprises de louage de service...

• plus de « tâches sociales » : le service de l'emploi n'aurait plus à informer le public sur ses droits (au chômage et aides diverses). C'est donc l'organisme payeur (ASSEDIC) qui le fera avec le désintéressement que l'on peut penser !

Quant aux handicapés physiques, on peut se demander à qui ils pourront confier leur légitime souci de formation et d'emploi adaptés à leur handicap !

• plus d'information et de conseil professionnel : les agents chargés de ces tâches seraient intégrés aux opérations de placement. Quel service public ferait ce travail ? sans doute, aucun ;

• le service de l'emploi, sauce Boulin, se contenterait de **« l'observation, la surveillance et la correction du marché du travail »...** pour les besoins du patronat, peut-on penser ;

• le statut de ce service serait celui d'un établissement à caractère industriel et commercial, permettant le recours à des ressources extérieures au budget national, le plus souvent d'origine patronale ;

• il est par ailleurs question de mettre ce service sous l'autorité des préfets de région s'entourant de comités de gestion (organisations professionnelles et fonctionnaires) qui veilleront en particulier au dévouement du personnel pour les intérêts des chefs d'entreprises ;

• et, bien entendu, **« pas de statut pour un personnel adapté et stimulé »** (extrait du rapport) ; par contre, des stages en entreprise pour le personnel, suivis d'appréciations **des** chefs d'entreprises.

Voilà ce qui s'appelle une tentative de mise au pas. Cette opération vise en outre à consacrer la division entre les services de l'inspection du travail et les services de l'emploi. On sait combien Boulin veut également « normaliser » le corps des inspecteurs du travail. N'a-t-il pas en juillet 1978 sévèrement puni cinquante des cinquante-six inspecteurs-élèves qui ont refusé d'entendre une conférence d'un ancien responsable de la C.F.T., punition infligée, bien sûr, pour non respect de la liberté syndicale !

Ce projet pour l'A.N.P.E. ne résoud en rien le problème actuel de l'emploi : si tous les Lorrains vont travailler en Bretagne et tous les Bretons en Lorraine, ça ne crée pas d'offres d'emploi pour autant ni en Lorraine ni en Bretagne ! ! ! La mobilité a bon dos... Et ce projet va au-delà encore de ce que pouvaient craindre les travailleurs de l'A.N.P.E., qui scandaient dans leurs défilés **« Agence de l'emploi, agence du patronat » !**

Ces orientations vont absolument à l'encontre des intérêts de tous les travailleurs : le personnel de l'A.N.P.E. va répondre à ces attaques avec détermination ; mais il ne peut espérer obtenir quelque résultat qu'avec l'appui sans réserve de toute la gauche et des confédérations syndicales ouvrières.

Le P.S.U. s'oppose au démantèlement

Le P.S.U., quant à lui, rappelle son opposition à tout démantèlement des services publics. Concernant tout particulièrement les services de l'emploi, ils doivent rester du domaine de l'Etat ; les services extérieurs du travail — services de l'emploi, inspection du travail, services d'information et de placement, gestion des aides publiques — doivent être unifiés pour permettre une meilleure intervention des agents de ces divers services dans le sens de la protection et de la défense des droits des salariés (en cas de menace de licenciement, de reconversion) ; c'est particulièrement nécessaire pour les salariés isolés et ceux des P.M.E.

La gestion du chômage, assurée paritairement entre syndicats de salariés et patronat pour 80 % des fonds alloués, doit aussi, à notre point de vue, rester du domaine de l'intervention publique sur fonds d'Etat. Il serait facile en effet, pour le pouvoir, de rendre les organisations syndicales des travailleurs coresponsables d'une augmentation des cotisations ASSEDIC, alors que l'accroissement du chômage est le résultat de la politique de Barre.

Coordination P.S.U.
Services de l'emploi ■

Chez les postiers :
un ras-le-bol qui ne se dissipe pas.

P.T.T. : Le harcèlement

Les postiers veulent de nouveaux effectifs et de meilleures conditions de travail.

Les employés des PTT mènent depuis début septembre une série d'actions de harcèlement. Ainsi au centre de tri de Pontoise, 500 postiers ont, après trois semaines de grève totale, repris le travail sur une demi-victoire : ils ont obtenu la création de cinquante postes de travail supplémentaires. Ils en exigeaient 134. Mais dans une période où l'administration est avare en effectifs, la preuve est donnée que l'action aboutit à des résultats, même partiels.

Deux problèmes principaux sont à l'origine de la mobilisation actuelle dans les PTT : celui de la réduction des moyens en personnel et celui de la sécurité. Sur le premier point, la diminution des crédits destinés à payer les auxiliaires provoque des licenciements, des modifications d'horaires et un accroissement de la charge du travail. La qualité du service en pâtit évidemment. Preuve en sont les retards de plus en plus fréquents du courrier, surtout de celui destiné aux usagers individuels. La fédération CFDT a, sur ce point, expliqué au cours d'une conférence de presse, que le pourcentage des lettres mettant deux jours minimum pour parvenir à leurs destinataires ne cessait de s'accroître depuis deux ans. Les raisons de ces retards, hormis le manque d'effectifs et d'heures de renfort (en cas d'intensification du trafic), sont à chercher dans la politique commerciale des PTT : distribution d'imprimés publicitaires par exemple, et dans l'automatisation sauvage des centres de tris qui perturbe tout l'acheminement postal.

Ce sont donc sur ces points que les postiers ont, unitairement (CGT et CFDT), réagi par des grèves dans les départements de l'Ouest, mais aussi dans le Nord et les Bouches-du-Rhône. De nombreux centres de tri : Pau, Tours, Arras, Caen, Poitiers, Bordeaux... ont également été paralysés.

Dans la région parisienne, l'autre mardi, une grève de 24 heures fut largement suivie, le jour des obsèques de Georges Albert, un postier assassiné pendant la distribution de courrier. Cette agression n'était pas la première. L'absence de sécurité demeure là encore liée à un manque d'effectifs (un seul agent à chaque tournée même s'il transporte des sommes importantes) et des crédits (locaux vétustes, mal protégés). Les postiers ne veulent pas se transformer en « cow-boy » (être armés), ni se voir « coller » des vigiles privés dans tous les bureaux de poste. Ils exigent les mesures de protection minimum (vitres renforcées par exemple).

Le ras le bol des postiers et des agents des télécommunications ne s'est en rien dissipé. Tant que des mesures réelles de création d'effectifs, de diminution du temps de travail, d'amélioration des conditions de travail n'auront pas été prises par l'administration, il se traduira par une multitude de grèves et d'actions. C'est en tout cas la volonté des fédérations CGT et CFDT de les poursuivre.

Y.S. ■

GREVE A PARIS-BRUNE

Dernière heure : le centre de tri de Paris-Brune s'est mis en grève illimitée, mardi soir, à l'appel de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de F.O. Les employés protestent contre les sanctions prises à l'endroit de douze d'entre eux qui avaient refusé de changer d'affectation au cours de leur vacation. Ils s'opposent à la réorganisation de leur service qui se traduit ainsi dans les faits : moins d'effectifs, plus de travail. ■

40 heures en 4 jours ?

L'affaire d'International Decor est sciemment montée en épingle pour instaurer la durée annuelle du travail.

Le 29 septembre comparaissait devant le Tribunal de police de Saint-Dié (Vosges), M. Bichet, patron d'**International Décor,** qui a institué dans son entreprise la semaine de 40 heures en 4 jours. La façon dont cette affaire a été montée en épingle par le Gouvernement et les grands médias révèle, au-delà du cas précis, l'enjeu du débat sur la durée du travail.

Une première séance de discussions entre les organisations syndicales et le C.N.P.F. devait avoir lieu le 8 octobre. Le patronat a bien l'intention de se libérer du « carcan » de la loi des quarante heures en instituant la durée annuelle du travail, en développant les horaires à la carte et le travail à temps partiel.

Le patronat a pour objectif aujourd'hui de rentabiliser au maximum l'utilisation de la main d'œuvre. Une enquête des « Echos » publiée le 29 indique que dans 93,5 % des cas, c'est la direction des entreprises qui décide seule de l'aménagement des horaires. C'est la solution la meilleure marché pour répondre au problème du temps de transport, à l'absence de services sociaux, ceci au complet détriment des salariés. Quant au travail à temps partiel, il est institué pour renvoyer les femmes chez elles, pour réduire la durée du travail en réduisant le salaire dans la même proportion. Il s'agit en fait de démobiliser les travailleurs et d'accroître leur mobilité. Cette affaire d'**International Décor** a été lancée au moment opportun pour justifier cette offensive alors que l'infraction à la législation du travail fut relevée en décembre.

La télévision a présenté un travailleur pendant un week-end de trois jours, mais elle n'a rien montré des conditions de travail dans l'entreprise où les accidents sont particulièrement fréquents (la CFDT a relevé six amputations dans une période récente). On a insisté sur l'accord du personnel, mais on n'a pas dit que le patron se distinguait aussi par la chasse aux syndicalistes, qu'il n'y a pas de délégués, que le référendum organisé a été fait par signature (!), que la formule des contrats temporaires est particulièrement utilisée dans l'entreprise (20 sur 160 salariés actuellement). Bien sûr, enfin, le patron s'est servi du traditionnel chantage à l'emploi.

Les ministres Boulin et Stoléru ne se sont pas privés d'intervenir en faveur du patron. Stoléru est allé jusqu'à écrire une lettre que l'avocat a lue lors du procès et qui appelle au bon sens du Tribunal. Celui-ci a mis l'affaire en délibéré pour un mois. Ce cas exemplaire oblige à intensifier la bataille qu'il faut mener aujourd'hui contre l'offensive patronale, pour la semaine de 35 heures en 5 jours, l'intégration du temps de transport dans le temps de travail, contre la généralisation de l'intérim et des contrats temporaires.

Philippe ANTOINE ■

Sahara occidental : Le flou

Au Sahara, la guerre des sables prend les allures du tapis vert de la négociation

Oued Nasr, **« quelque part dans les territoires libérés »**, selon la formule consacrée. C'est là, à quelques kilomètres de Tindouf que le IV[e] congrès du Polisario (Front populaire de libération de la Saguiet el Hamra et du Rio de Oro) a pris fin la dernière semaine de septembre. Un congrès pas comme les autres. Un congrès de transition. Les Sahraouis viennent de reconduire le cessez-le-feu qu'ils avaient proclamé, unilatéralement, le 12 juillet dernier, deux jours très exactement après la chute du président Mokhtar Ould Daddah, le chef de l'Etat mauritanien. Une décision sage. Toutes les capitales directement concernées — Alger, Nouakchott, Rabat, Paris, Tripoli —, y ont été sensibles. C'est que, au moment où semble s'amorcer une solution politique au conflit, les dirigeants sahraouis ont pleinement compris qu'il était peut-être temps de troquer la kalachnikov pour le tapis vert de la négociation.

Une négociation certes qui n'a pas commencé vraiment. Du moins officiellement. Même si, çà et là, les prises de contact se multiplient, les plans de règlement vont bon train, les commissions ad-hoc se mettent en place.

Le chassé-croisé diplomatique auquel on assiste depuis plus de deux mois indique suffisamment que le moment est venu pour un règlement politique et global de l'effervescence qui s'était emparée de la région. Du reste, toutes les parties concernées ont bien conscience que le sort des Sahraouis n'est pas seul en cause mais qu'il en va aussi de l'équilibre régional. D'où, en dépit des proclamations de principe, toujours de bonne guerre, la prudence des parties en présence.

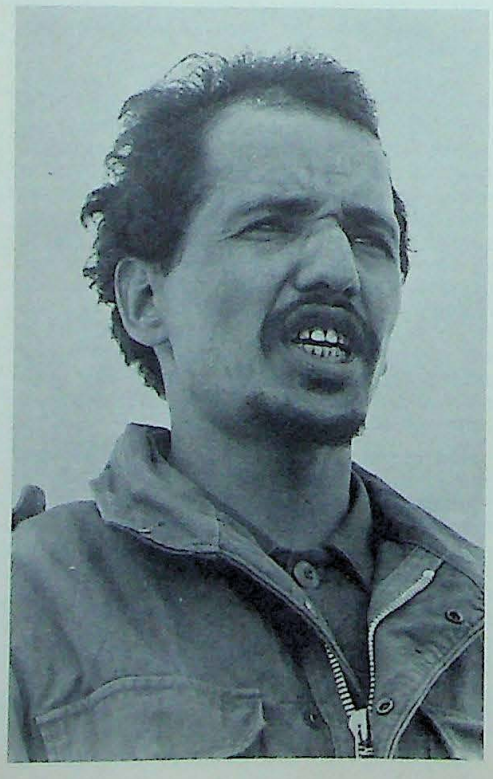
Dans le manifeste politique adopté par leur dernier congrès, le Front Polisario a rendu public ses exigences vis-à-vis de Nouakchott. La Mauritanie devra :

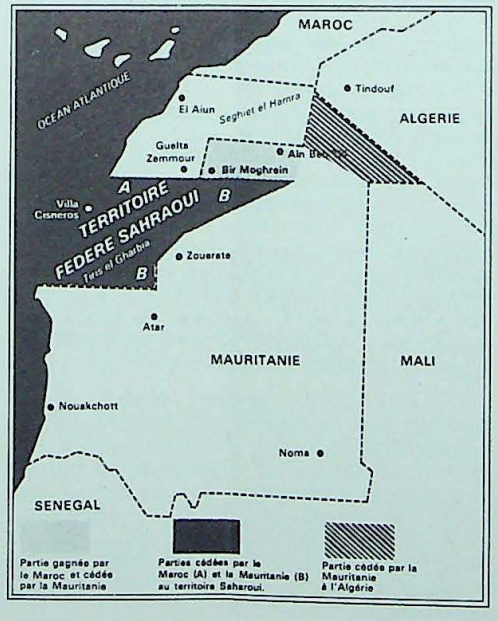
- reconnaître la R.A.S.D (République arabe sahraouie démocratique) fondée en février 1976, **« dans ses frontières internationalement reconnues et en respectant son intégrité »** ;
- restituer la partie du Sahara occupée depuis les accords tripartites de Madrid ;
- enfin ramener ses forces armées à l'intérieur des frontières de 1960.

On le voit, la réaffirmation de ces principes indiquent clairement que les responsables sahraouis n'abandonnent rien de leurs exigences. Mettent-elles la capitale mauritanienne dans l'embarras ? En optant résolument pour une position jugée « dure », les Sahraouis entendent surtout couper court à certains projets de partage dont ils ne veulent pas. Par exemple celui prévoyant la création d'un Etat sur la seule partie du Sahara occupé par la Mauritanie. Un **« Etat-croupion »**, s'empresse d'ajouter Ould Salek, récemment promu au rang de ministre de l'Information de la R.A.S.D. Et d'ajouter : **« De quoi vivrait un tel pays puisque le Maroc a pris le contrôle des richesses du territoire et particulièrement du phosphate ? »** Question de simple bon sens. Mais en formulant des propos qui pourraient paraître intransigeants au moment où s'amorcent des pourparlers, les responsables du Polisario souhaitent surtout exercer quelques pressions sur leur partenaire mauritanien. **« La dynamique de la paix »** déclenchée à Nouakchott s'enliserait-elle ? Les Mauritaniens ne le pensent pas. Ils font seulement observer que leur allié marocain — présent, ne l'oublions pas, militairement sur leur territoire — ne leur permet pas, pour l'instant, de brûler les étapes. Or, reconnaître la R.A.S.D. **« dans ses frontières internationalement reconnues »** ce serait disposer du coup de la part de Sahara occupée jusqu'ici par les troupes de Hassan II. Opérer par conséquent un renversement d'alliances. Chose impensable pour l'heure. Le Maroc a tenu d'ailleurs à plusieurs reprises à mettre en garde la nouvelle équipe installée à Nouakchott. Histoire de mettre les points sur les « i ».

C'est que le roi Hassan, pour qui les combattants sahraouis ne sont que des **« mercenaires recrutés par l'Algérie »**, entend en tout premier lieu évoquer la question saharienne avec son homologue algérien. Le contentieux entre les deux pays ne se règlera pas en dehors d'un règlement global. Chacun en a bien conscience. Le ton conciliant des messages échangés récemment entre les deux chefs d'Etat semble indiquer qu'on s'achemine, sinon vers un règlement imminent, du moins vers des échanges de vues qui, à eux seuls, constituent un événement. Certes, pour l'instant, les deux capitales campent sur leurs positions. L'Algérie a tenu à rappeler que l'interlocuteur naturel du royaume chérifien c'est le Front Polisario,

Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario : Ne pas être les dindons de la farce.





LE PLAN FRANÇAIS « SADE » (SAHARA DEMAIN)

On cogite sérieusement du côté français. Parmi les nombreuses hypothèses échafaudées à propos d'un règlement global du problème du Sahara occidental, celui divulgué par le mensuel Demain l'Afrique (oct. 78, 16 rue Guillaume-Tell, 75017 Paris) présente la caractéristique non seulement de s'attacher au sort des Sahraouis mais également de mettre un terme au différend frontalier algéro-marocain. Du côté du quai d'Orsay on précise qu'il ne s'agit que de l'un des scenarii possibles.

POUR EN SAVOIR PLUS...

- **Ahmed-Baba Miské, Front Polisario, l'âme d'un peuple, Paris, éd. Rupture, 1978, 384 p., 31 F.**
- **Attilio Gaudio, Le dossier du Sahara occidental, Paris, Nouvelles éditions latines, 1978, 463 p., 60 F.**
- **Attilio Gaudio, Le dossier de la Mauritanie, Paris, Nouvelles éditions latines, 1978, 432 p., 60 F.**

Ancien diplomate mauritanien — il représentait ce pays à l'O.N.U., universitaire, chercheur et membre du bureau politique du Polisario, Baba Miské évoque toutes les questions que l'opinion publique a pu se poser dès lors qu'est né, voici trois ans, le conflit du Sahara occidental. L'histoire d'un peuple, les raisons d'un combat, la décolonisation ratée, les enjeux regionaux qu'implique cette portion de désert, l'attitude des grandes puissances, telle est la matière de cet ouvrage. Bien entendu, à aucun moment, Ahmed-Baba Miské ne se cache d'être un militant. C'est ce qui rend son ouvrage chaleureux.

L'épineuse question du Sahara suscite, on le sait, bien des débats sur la légitimité ou non des revendications marocaines sur le territoire occupé jadis par les Espagnols. L'ouvrage de Gaudio représente précisément le point de vue marocain. Ce livre a pour lui de livrer au lecteur français bien des faits, des documents, des points de vue peu ou mal connues.

Le dossier que le même auteur publie sur la Mauritanie, juste avant que le coup d'Etat ne renverse M. Ould Daddah, complète le précédent, à un moment où tous les yeux se tournent vers la capitale mauritanienne. ■

et lui seul. Le Maroc, pour sa part, réitère ses accusations contre son puissant voisin accusé d'incursions fréquentes sur son territoire.

Tout ce flou artistique entretenu autour de déclarations qui amorcent pourtant un réel dégel ne doit pas cacher la part que la France entend prendre dans les négociations futures. Pour l'instant, sans afficher un réel optimisme, Paris échafaude ses propres projets (voir encadré ci-contre). C'est que, en dehors de la question sahraouie proprement dite, on s'inquiète dans l'entourage de Giscard de la dégradation de nos relations avec le Maghreb, et singulièrement avec l'Algérie. Passées les élections de mars 78, il serait peut-être temps, pense-t-on du côté du Patronat — celui qui a le plus pâti de la détérioration des relations avec l'Algérie — ... et du R.P.R. de renouer des liens passablement distendus. Une affaire à suivre. ■

Nicaragua : Négocier quoi avec qui?

La solution à la crise ne peut se trouver qu'avec les sandinistes et sans Somoza.

A lire la presse, à écouter les informations, le Nicaragua ressemble fort à un ring de boxe : « A ma droite, Somoza et sa fameuse garde nationale ; à ma gauche, le Front ample d'opposition et son discret gouvernement provisoire ». Attention ! Qui va accepter de négocier le premier ? Avec qui ? Qui va négocier quoi ? Au nom de qui ?

Justement, là est la question : négocier au nom de qui ? Au nom du peuple du Nicaragua ? Je me disais bien aussi qu'il manquait quelqu'un sur le ring ; que le Parti socialiste nicaraguayen, les syndicats C.T.N. et C.G.T. (1) luttent pour la défense des intérêts des travailleurs, pourquoi en douter ? Seulement, ces organisations, ayant été contraintes à se développer dans la clandestinité, si elles exercent effectivement une certaine influence idéologique, elles n'ont, par contre, jamais pu organiser massivement les travailleurs. Quant au Front sandiniste, une simple anecdote pour exprimer, dans bien des cas, l'ambiguïté de sa liaison à la population : une jeune fille arrive en tremblant de tous ses membres dans une famille. On lui demande ce qu'elle a, mais encore sous le coup de l'émotion, elle est d'abord incapable de parler. Puis elle raconte que dans le bus il y avait un membre du Front sandiniste. Cherchant ce qui avait bien pu lui faire peur, on lui demande s'il était armé. Non, il a seulement parlé, répondit-elle. Alors ce qu'il a dit t'a choquée ? Non, c'était très bien, tout le monde était d'accord, mais personne n'a osé le regarder, et dans le bus, tous les gens tremblaient.

Cette quasi inorganisation politique de la population, depuis plus de quarante ans et la création, ces derniers mois, de multiples organisations populaires autonomes (vingt-deux d'entre elles ayant formé, à la mi-juillet, le mouvement Pueblo Unida), telle est l'une des originalités de la situation nicaraguayenne. C'est là, notamment, que se trouve la clef du passage de la grève générale à l'insurrection de septembre.

Trois étapes

Voilà dix ans que l'agitation populaire n'a cessé de croître au Nicaragua, dix ans que les luttes revendicatives de toute sorte constituent le véritable moteur (2) des transformations politiques dans ce pays, dix ans pendant lesquels le peuple a appris à s'affirmer ouvertement anti-somoziste et à ne compter que sur lui-même et sur le Front sandiniste de libération nationale.

Il y eut trois étapes importantes dans cette prise de conscience.

● **La première** date de la période 1972-74. Le paternalisme aidant, les villages se divisaient généralement entre libéraux (parti de Somoza) et conservateurs (opposition légale) — selon que le propriétaire terrien, dont dépendaient les paysans, appartenait à l'un ou l'autre de ces partis. Là, ce furent les conservateurs qui se chargèrent eux-mêmes de mettre fin à la tradition ; ils s'allièrent aux libéraux et amendèrent la constitution afin de permettre à Somoza de conserver le pouvoir. Exit des conservateurs comme parti d'opposition crédible.

● **La seconde** étape se situe en 1975 : l'Eglise, dont l'influence idéologique est extrêmement puissante au Nicaragua, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, bascule toute entière dans l'opposition à Somoza (3).

● **Enfin, à partir d'octobre 77,** le Front sandiniste parvient à renverser à son profit le rapport de forces qui existait dans les villes et à la campagne. En effet, grâce à la corruption généralisée qui règne dans le pays, chaque quartier, chaque village a ses informateurs somozistes. Il n'est pas de syndicat (sauf clandestin) qui ne soit acheté par le régime. Tout le monde se méfie de tout le monde. Fin octobre 77, s'appuyant sur l'extraordinaire vitalité des luttes populaires, le Front sandiniste passe à l'offensive et parvient à s'implanter partout de telle manière que dans chaque village, dans chaque quartier il y a, au moins, des sympathisants du F.S.L.N.

Alternative à la barbarie

Les principaux obstacles à l'entrée de la population sur la scène politique étant levés, celle-ci prend l'initiative de la lutte contre Somoza et contre la garde nationale : janvier 78, le représentant de l'opposition bourgeoise est assassiné ; cent mille personnes forment le cortège et affrontent la garde nationale. Le patronat tente de reprendre les affaires en main et décrète la grève générale ; de nouveaux heurts s'ensuivent dans les principales villes du pays. La bourgeoisie, débordée, décide d'arrêter la grève. Mais la population s'organise : à Monimbo ou à Leon, ce sont les structures indiennes traditionnelles qui reprennent vie, ailleurs les mouvements étudiants, les groupes de femmes, les comités de quartier se développent, de nouvelles structures naissent un peu partout. Lorsque le Front sandiniste réalise la prise d'otage du 22 août, il est débordé à son tour ; l'insurrection éclate à l'initiative de la population et notamment des jeunes (4). Il ne reste plus au F.S.L.N. qu'à se joindre aux combats.

En prenant les armes le peuple du Nicaragua a fait trembler l'Amérique latine toute entière ; Somoza est renversé : quel exemple pour les autres peuples du continent ! Si le peuple nicaraguayen parvient à prouver concrètement qu'une alternative démocratique à la barbarie est possible, dès aujourd'hui, toutes les dictatures latino-américaines y liront l'annonce de leur fin prochaine.

Aussi Somoza n'a-t-il pas manqué d'aide pour écraser l'insurrection et raffermir sa position : le Guatemala a fourni des hélicoptères, le Honduras, le Salvador, les Etats-Unis des mercenaires, l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil proposèrent (réalisèrent ?) un pont aérien militaire.

Par contre, nul n'est venu soutenir le Front sandiniste, exceptés les 300 volontaires qui ont quitté Panama après l'arrêt des combats au Nicaragua.

Les propositions de Carter

Les intérêts des Etats-Unis au Nicaragua sont davantage d'ordre stratégique qu'économique. Acquise à l'idée de se débarrasser de Somoza (fauteur de troubles), l'administration Carter ne pouvait pas accepter pour autant que la démocratisation dans ce pays fut le fruit de mouvements tels que Pueblo Unido et le F.S.L.N. Carter, ce brillant défenseur des droits de l'homme, a donc laissé se perpétrer le massacre de la population des villes insurgées, redonnant ainsi à Somoza une apparence internationale d'interlocuteur valable. Puis il a proposé une négociation avec une opposition, au sein de laquelle il espérait parvenir à isoler le F.S.L.N. Ainsi il faisait d'une pierre trois coups : il affaiblissait le mouvement populaire et sauvegardait sa propre image de marque sur la scène internationale, tout en préservant la présence des Etats-Unis au Nicaragua.

Seulement voilà : malgré ses divergences politiques le Front ample d'opposition ne se désunit pas ; il ne veut d'aucune solution excluant le F.S.L.N. d'aucune négociation avec Somoza (ce qui, diplomatiquement, se traduit par la formule suivante : **« oui à la négociation si Somoza accepte ce qu'il vient de déclarer que justement il n'acceptera pas »).**

L'issue de la crise au Nicaragua dépend en grande partie des ouvriers, des paysans et de la jeunesse intellectuelle qui continuent à harceler la garde nationale, dans l'espoir de redonner au F.S.L.N. un rapport de forces favorable.

André DESCHAMPS ■

(1) Le P.S.N. (Parti socialiste nicaraguayen) joue un peu, au Nicaragua, le rôle de parti communiste ; il entretient notamment des relations avec l'U.R.S.S. La C.T.N. (Centrale de travail nicaraguayen) est un syndicat chrétien ; quant à la C.G.T. (Centrale générale du travail), elle est proche du P.S.N.

(2) C'est parce que Somoza ne parvient pas à endiguer l'agitation populaire que la bourgeoisie se détache politiquement de lui. C'est chaque fois en prenant appui sur les luttes populaires que le F.S.L.N. passe à l'offensive.

(3) Après l'offensive du F.S.L.N., fin 74, Somoza se lance dans une violente répression, frappant toutes les forces d'opposition, sans parvenir pour autant à en finir avec l'agitation populaire. Barbare et inefficace, l'Eglise et la bourgeoisie l'abandonnent.

(4) La jeunesse lycéenne et universitaire a, la première, levé les obstacles idéologiques à la lutte anti-somoziste. De plus, elle allie le romantisme révolutionnaire à l'insouciance face au danger.

Les héros meurent aussi

Derrière l'histoire de Birkut, roi du stakhanovisme, c'est toute l'histoire de la Pologne stalinienne qui se profile.

Andrej Wajda, « L'homme de marbre ». Salles v.o. : Hautefeuille (633-79-38) ; Elysée Lincoln (359-36-14) ; Madeleine Gaumont (073-56-03) ; Monte-Carlo (225-09-83). Salles v.f. : Richelieu Gaumont (233-56-70) ; Les Cinq Parnassiens (329-83-11) ; Gaumont Convention (828-42-27) ; C2L à Versailles (950-55-55).

Une statue gigantesque, aujourd'hui renversée dans le fin fond d'une cave de musée. Un homme de marbre, impressionnant, avec quelque chose de grandiose dans la pose : c'est Mateusz Birkut, ouvrier de choc, roi du Stakhanovisme, jadis couronné, porté aux nues du Travail Socialiste ; aujourd'hui laissé pour compte dans le no man's land du passé. Qui était-il, ce héros des 30 000 briques posées en une journée ; qu'est-il devenu ? C'est la question que se pose Agnieszka, jeune étudiante à l'école de cinéma qui a décidé de prendre Birkut comme sujet de son film de fin d'études.

Question à laquelle elle va s'efforcer de répondre en crevant les barrières du stalinisme. « **On ne peut pas encore parler de ces temps-là** », lui dit un réalisateur de la T.V. ; mais peu importe le veto : Agnieszka se lance à la recherche du mythe Birkut — non pas pour redonner à ce mythe sa forme disparue, mais pour l'éclairer d'une nouvelle lumière ; pour le démythifier en quelque sorte. Sa démarche est presque entièrement composée d'une confrontation permanente entre le passé et le présent : films d'archives qui montrent la montée du **Citizen Birkut** vers son piédestal flamboyant et précaire contre témoignages actuels d'anciens compagnons de travail ; bandes d'actualités officielles contre récits personnels qui brouillent les pistes de la propagande.

Andrej Wajda, grâce à cette double exploration du présent et du passé, arrive, non seulement à retracer l'itinéraire des années staliniennes, mais aussi à explorer la génération polonaise actuelle, celle qui n'a pas connu la construction du socialisme — sorte de rêve lointain — bâti pierre après pierre par ces travailleurs de force dont l'existence est aujourd'hui caviardée. Et cette génération

Mateusz Birkut, l'homme de marbre : 30 000 briques posées en une journée.

est double : d'un côté l'obsession acharnée de comprendre et de savoir (Agnieszka) ; d'un autre côté des être apeurés qui préfèrent encore le néant des mémoires à la révélation des failles du stalinisme. Sur ce passé, Wajda fait un travail saisissant, sortant la Pologne des années 50 de son tracé historique rigide et dogmatique ; montrant les joies, la pureté d'intention des ouvriers, leur foi en un avenir rayonnant ; montrant aussi le noir labyrinthe de l'appareil policier répressif qui attend le moindre faux pas pour frapper (Birkut voudra prendre la défense d'un ami accusé de travailler pour l'Occident) et qui frappe fort (Birkut n'aurait-il pas fini assassiné par la milice lors des révoltes ouvrières de Gdansk ?).

Mais Wajda va plus loin encore : il s'accuse lui-même. Son nom apparaît au générique d'un court-métrage stalinien : **Ils construisent notre bonheur**, qu'Agnieszka se fait projeter : « **Je n'ai pas voulu qu'on puisse me dire : Tu n'adresses des reproches qu'aux autres** » explique Wajda ; « **car, à cette époque, nous avons tous travaillé sur ce genre de films** ».

On voit, on mesure l'extraordinaire importance de ce film, tant par sa volonté d'objectivité totale que par les voiles qu'il soulève enfin : imposture du stakhanovisme ; imposture des faux procès (trahisons, auto-accusations) ; mensonges venus d'en haut et qui ont sacrifié une génération entière de travailleurs ; néant culturel et historique de la Pologne actuelle, coincée entre les fausses gloires du passé et la menace latente d'une culture occidentale, voire américaine, que Wajda refuse.

Constat ? Bilan ? Non : ce serait vain et négatif. Trait d'espérance, plutôt. Lorsque Agnieszka retrouve Maciek, le fils de Birkut et qu'elle l'emmène, triomphante, dans les couloirs de la T.V. ; lorsqu'ainsi, par cette seule image, la génération ouvrière qui suit celle des héros mutilés rejoint la jeune génération de l'Intelligentsia polonaise, Wajda lance un Credo aux temps à venir. La Pologne authentiquement sociale, c'est pour quand ? Wajda n'est pas pour le nihilisme confortable et désabusé : il donne un coup de poing dans une statue de marbre. Reste à savoir qui, des deux, aura eu le plus mal.

Fabian GASTELLIER ■

CINEMA 78

N° 238 — OCTOBRE
Entretiens avec
DOUGLAS SIRK
ROBERT STACK
LUC BERAUD
◆
DICTIONNAIRE DES FILMS NOIRS
(suite)
◆
L'ANALYSE DE TOUS LES FILMS T.V. D'OCTOBRE
◆
Entretien avec PATRICK BRION
◆
Et toute l'actualité

En vente partout : 12 F
et 6, rue Ordener - Paris (18e)

notre menu

« Je suis Algérien, et si je parle de moi, de ma vie, de mes colères, de mes espoirs et surtout de mes libertés, il faut que d'autres, n'importe où dans le monde reconnaissent leurs espoirs, leur liberté à travers mes paroles et mes musiques. » C'est Djamel Allam qui nous dit cela, qui nous le chante aussi en berbère. Si vous cherchez le « bain d'exotisme », c'est raté, n'allez pas le voir. Mais si pour vous la musique et le chant sont des langages privilégiés qui parlent au corps et au cœur directement, alors, allez à la Cour des Miracles à 20 h 30, jusqu'au 28 octobre.

● **A Avignon, la Nouvelle Compagnie revient au théâtre des Carmes, les 13, 20, 24 et 27 octobre à 21 h, avec l'Occitania Engabiada.**

● **Henri Texier et sa célèbre contrebasse seront à Saint-Etienne le 12 et à Châteauroux le 13.**

● **Si c'est vous qui avez jeté des bouteilles sur la Compagnie Bernard Lubat à la fête du P.S.U., foncez à Nevers avec vos cannettes, il y sera le 24.**

● **Parmi les nouvelles très tristes, on apprend que le cinéma La Pagode (Paris 7e) va fermer ses portes (temporairement ?), suite à un licenciement collectif de l'équipe qui a animé et programmé ce cinoche depuis 3 ans.**

Le fait est important, non seulement parce que la programmation y était intéressante — festival anti-nucléaire, Le fond de l'air est rouge, festival du cinéma homosexuel, etc. —, mais aussi parce qu'il démontre une fois de plus les difficultés de l'art et essai indépendant, face aux grands circuits.

En effet, seule la société Gaumont est sur les rangs pour une éventuelle reprise de la salle. Il fallait donc faire table rase, et par conséquent vider le personnel en place.

Parmi les autres nouvelles très tristes, on n'a pas aimé la dernière histoire belge. Mathilde ne reviendra plus jamais, et Jef sera désormais vraiment tout seul.

Michel MARTIN ■

Rêve et duperie :
« Un jour, mon prince viendra... »

A la recherche du personnage populaire (2)

Les petites mariées

Si la sœur de Shakespeare avait existé, elle aurait eu le choix entre mourir en couches ou rentrer dans le rang.

• Théâtre de l'Aquarium, « La sœur de Shakespeare », tous les jours à 20 h 30 (sauf dimanche et lundi) à la Cartoucherie de Vincennes.

Le nouveau spectacle du Théâtre de l'Aquarium pose la question que posait Virginia Woolf dans **Une Chambre à soi** et que beaucoup de jeunes femmes, aujourd'hui où cependant le monde de la culture et des arts leur est ouvert, ne peuvent manquer de se poser encore : si Shakespeare avait eu une sœur et qu'elle fût douée du même génie que lui, aurait-elle pu dépasser des conditions sociales qui faisaient d'elle seulement « la sœur de Shakespeare » ? Sans doute eût-elle été vouée ou à mourir en couches ou à rentrer dans le rang, à devenir une de ces petites mariées que le spectacle nous montre, voile et fleurs sur la tête, mais le cœur plein d'appréhension.

Elles sont quatre et apparaissent séparément ou en groupe sur le plateau nu — surmonté d'une coupole lumineuse en forme de cloche qui enferme leurs destins sans devenir —, et y installent leurs revendications timides. De quoi peut se plaindre en effet une « femme au foyer », même pourvue de toutes les machines domestiques, sinon d'être en marge de la vie et de l'histoire, confinée dans le nécessaire élevage des enfants ? Les comédiens de l'Aquarium n'ont pas inventé ces propos. Comme l'ensemble de leurs spectacles, celui-ci a été conçu à partir d'enquêtes, celle de Yolanda Cerquinto Da Dilva Prado, complétée par des entretiens avec des groupes de femmes de l'Essonne.

Le spectacle place, à côté de ces mariées jeunes et sans projet, deux vieilles (que jouent Jean-Louis Benoît et Thierry Bosc), confinées dans l'unique invention du repas du soir, soucieuses de satisfaire par là l'homme qui travaille, « le pauvre », et marmonnant de vieux airs sentimentaux qui évoquent, à l'écart de toute réalité, un rêve qui n'est pas une moindre duperie : **« Un jour mon Prince viendra...** Ces vieilles ne représentent pas seulement l'acceptation ancestrale d'une tradition donnée comme naturelle, elles en font, de façon insidieuse ou sévère, peser la loi sur les jeunes femmes qui voudraient secouer son joug. C'est le point sur lequel ce spectacle insiste plus fortement que **La Table.** Si Michèle Foucher saisit de façon plus émouvante chaque femme, à la fois dans son comportement individuel et dans le huis clos de sa vie privée, l'Aquarium s'empare du problème avec plus d'ironie et le traite selon une théâtralité plus avouée. Mais les deux spectacles ont en commun la force d'un constat sans concession, la dénonciation de situations qui ne peuvent durer. A la dernière séquence de **La sœur de Shakespeare,** sur le plateau, jonché de gants de caoutchouc qui symbolisent les mains que laisse vides une banale existence de femme, une petite fille d'une dizaine d'années lit les phrases enregistrées au cours d'une enquête : « Je suppose que je fais ce que fait toute maîtresse de maison... ». Elle interrompt par instants sa lecture et son regard naïf, étonné ou troublé, traduit alors l'incertitude qu'offre, aujourd'hui, l'avenir des femmes.

Dominique NORES ■

Jacques Brel :

Le temps où nous nous appelions Jacky

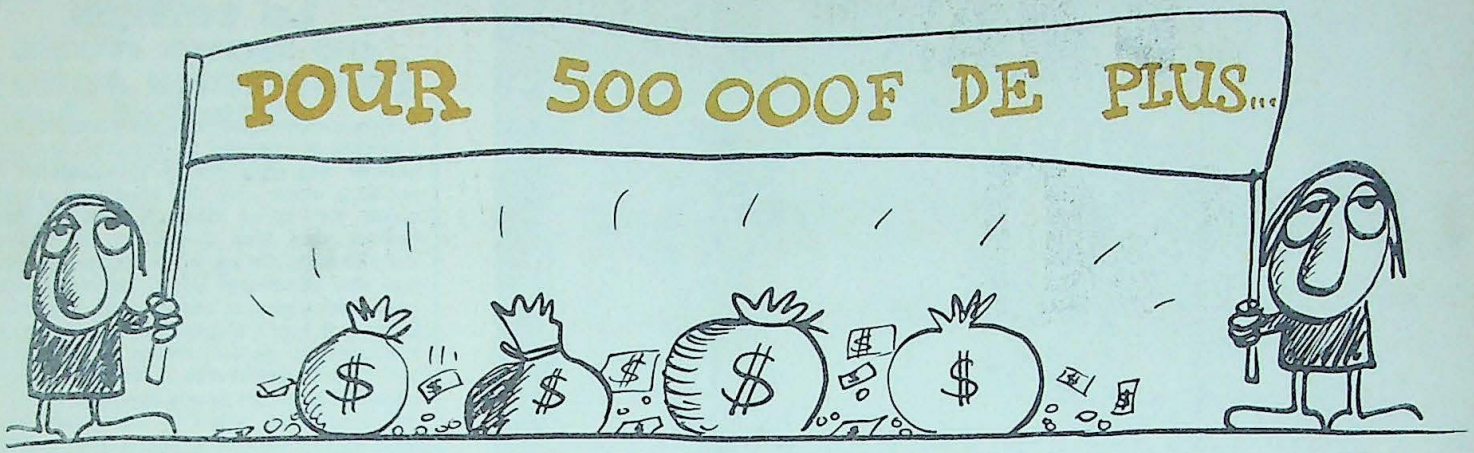
Personne, et surtout pas Jacques Brel, n'évitera la quantité de fadaises que vont débiter ses admirateurs posthumes. On oubliera donc que le moribond voulait qu'on rie, qu'on danse, qu'on s'amuse comme des fous quand on le mettrait dans le trou. On va, au contraire, consommer des kilomètres de bande magnétique pour émissions rétrospectives et émues comme il faut : c'est en pleurant sur les cercueils, en se surpassant dans le spectacle des cérémonies funèbres, que le show-business se venge de ceux qui l'ont malmené. Bien avant le lancement tapageur de son dernier 33 tours, Jacques Brel n'avait pas été d'une tendresse particulière pour ce monde — qui malgré tout était le sien : ce monde qui peut enfin le faire rentrer dans la normalité.

N'entrons pas, nous aussi, dans le chœur des pleureuses. Disons-le tout net, il y a eu des Brel qui nous ont choqués : par leur misogynie ici, leur xénophobie là... et puis, le splendide isolement avec la maladie aux îles Marquise, ce n'est pas tout à fait notre rapport au monde...

Mais il y a aussi autre chose. Sensible peut-être surtout pour une génération qui quittait l'adolescence quand l'armée française, à peine sortie des rizières, s'enfonçait dans les djebels pour qui le monde adulte se présentait sous l'apparence exaltante des Pinay, des Mollet et des Poujade ; qui voyait l'histoire se dérouler à l'envers, à Budapest et sur le canal de Suez ; et tout cela au moment où l'on nous serinait des « p'tite folie » et des « dis-moi oui, dis-moi non, dis-moi oui ou non »...

A ce moment là Jacques Brel nous a aidés à entrer dans la vie. En réapprenant la tendresse. En chantant l'amour autrement. En regardant la vie telle qu'elle est, pas reluisante et pourtant nôtre. Et encore, après, à connaître les ivrognes, les vieux, les paumés, ceux qui se retrouvent toujours seuls — à découvrir le vrai visage de l'humanité derrière son masque repoussant. Pas de message à décoder : une certaine part de la vérité de la vie — et donc de la mort.

« On n'était pas du même bord **(et encore, on s'était côtoyé, quelquefois)** — mais on cherchait le même port ». **On cherche encore. Au passage, on décerne au nom de Brel un grand bras d'honneur à ses embaumeurs.** **M.M.** ■



Oui, il faut oser dire quelle est aujourd'hui notre situation financière.

Le P.S.U., qui n'a jamais caché le nombre de ses adhérents ni falsifié sa comptabilité, doit la vérité, surtout si elle est désagréable. C'est un acte de salubrité et un devoir de moralité politique.

On parle périodiquement des modes de financement des partis ; selon les uns le patronat dose savamment une manne, selon d'autres on puise dans des caisses noires de ministères, on est encore financé par l'étranger ou par un système de faux contrats et de fausses factures.

Tout cela nous est étranger.

Nos moyens sont ceux des militants, des adhérents, des sympathisants qui distraient de leurs propres ressources les cotisations, qui entrent pour 45 % dans notre budget ; les abonnements à Tribune Socialiste, pour 45 % également, et les souscriptions, pour 10 % à peine.

C'est assez dire que nos finances sont directement dépendantes des quelques milliers de « cotisants au PSU » : ils ont été rarement plus de 10 000 ; depuis six ans leur nombre oscille autour de 7 000 — plutôt moins aujourd'hui. Ces chiffres n'expriment pas la force militante **du PSU : nous savons tous qu'elle lui est très supérieure. Ils permettent de mesurer le décalage entre nos tâches et des moyens exclusivement assurés par des adhérents que la crise de l'emploi n'épargne pas plus que les autres, ni l'inflation à deux chiffres des dépenses ménagères.**

De plus, ces derniers mois, les obligations électorales auxquelles sections et fédérations ont dû faire face, ont été nombreuses et coûteuses et comme il faut, en priorité, respecter la parole donnée aux imprimeurs, on honore les échéances et on diffère l'envoi des fonds à la trésorerie nationale.

Aujourd'hui, la situation est grave.

Sa gravité est telle que la Direction politique nationale, pour la première fois dans notre courte histoire, a décidé, à l'unanimité, de la rendre publique.

Nos adversaires s'en réjouiront comme ils doivent se réjouir des difficultés de la fédération de Paris du PS, celles des journaux communistes, celles de Rouge, celles des Editions sociales. Joie à courte vue.

Lorsque la censure de l'argent étouffe des voix, la véritable censure n'est pas loin et **le chemin est ouvert à l'aventure dictatoriale.**

Nous nous adressons d'abord aux adhérents.

Qu'ils fassent tous, et immédiatement, un effort important pour se mettre à jour auprès de leur trésorier de section.

S'il est vrai que l'adhérent est le premier sollicité, c'est vrai aussi qu'il est le premier concerné. C'est que le premier de ses intérêts est de donner à son parti les moyens de sa politique et de son action.

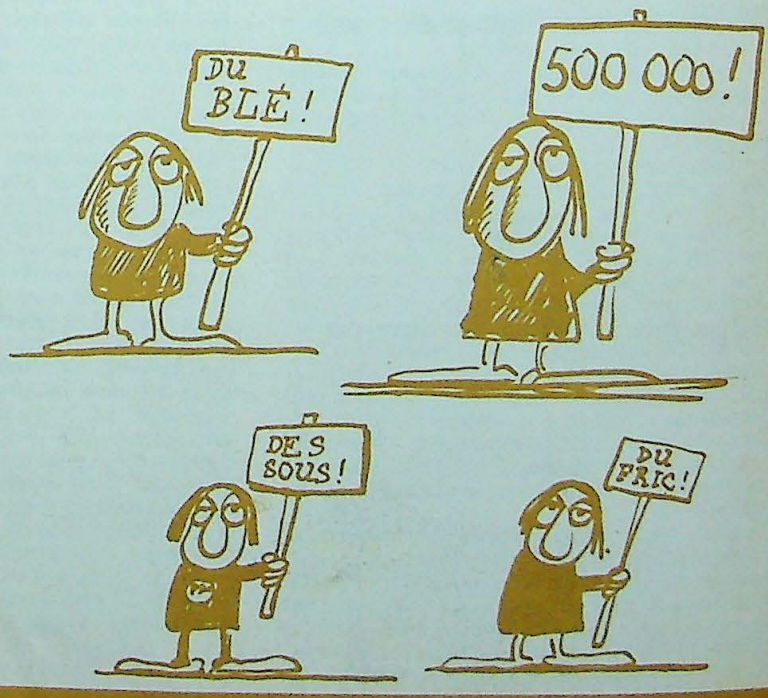
Nous nous adressons aussi à nos innombrables amis. Ils sont des milliers et des milliers à attendre de retrouver le chemin de l'engagement actif. Ils ont été frappés, comme la moitié des Français, par l'échec électoral de mars 1978. Mais s'ils sont atteints, ils n'ont pas, au plus profond d'eux-mêmes, abandonné l'espoir d'une transformation de notre société. Ils savent que le PSU a un rôle à jouer. Ils savent également que le PSU **ne peut disparaître pour une affaire de 500 000 F.**

Pour tous ceux qui veulent une « gauche différente » ;

Pour tous ceux qui savent que le socialisme autogestionnaire n'est pas celui que proposent les états-majors actuels ou futurs des partis traditionnels, archaïque ou moderniste ;

Pour tous ceux qui sont attachés à l'unité populaire ;

Il n'y a pas de tâche plus urgente que de répondre très vite, même modestement, à cet appel.

Le Bureau national. ■

Pour tout envoi : C.C.P. P.S.U. Paris 1402044 S.